inter 97 action
LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN
OCTOBRE 2018

DÉMOGRAPHIE MÉDICALE

Accès aux soins
Ça va mieux !

PAGE 37

Les initiatives du Conseil départemental et la stratégie des **maisons de santé pluridisciplinaires** commencent à payer. Mais la partie est loin d'être gagnée...

DOSSIER PAGE 42

PAGE 8 **INTERVIEW**

Denise Darbon, présidente de Bourg-Habitat

PAGE 12 **TABLE RONDE**

le plan Pauvreté du gouvernement : nouvelle loi, nouveaux droits ?

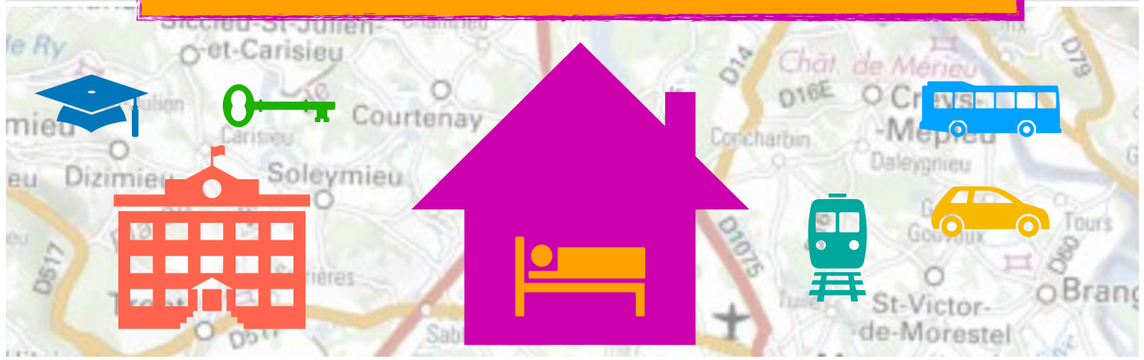
PAGE 30 **REPORTAGE**

Le restaurant d'application **des Alaniers**

form'toit

ma formation, mon logement

A la recherche d'un logement ?



form'toit c'est quoi ?

C'est un accès direct à l'information sur des solutions de **logements** adaptés à la formation en alternance sur le territoire, des aides au logement existantes et des solutions de mobilité vers le **travail** ou le **centre de formation** !

C'est aussi un service d'accompagnement gratuit pour vous aider dans vos recherches de logements.

www.formtoit.org

POUR QUI ?

Pour les apprentis, les alternants, les stagiaires à la recherche d'un LOGEMENT !

Un conseil :

Une fois le centre de formation et l'entreprise trouvés, débutez le plus tôt possible la recherche de logement.

La Région Auvergne-Rhône-Alpes

Une équipe qui vous accompagne pas à pas !

- Département **01** : alternance.01@formtoit.org
- Département **38** : alternance.38@formtoit.org
- Département **74** : alternance.74@formtoit.org

SOMMAIRE

OCTOBRE 2018 #97

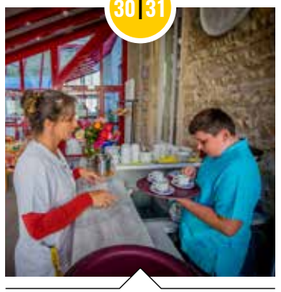
6 | 7 **C'est vous** QUI LE DITES

8 | 10 **Denise Darbon** PRÉSIDENTE DE BOURG HABITAT

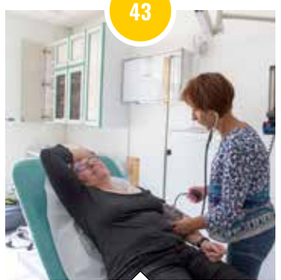
12 | 14 **Table ronde** PLAN PAUVRETÉ

15 **Infographie** PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES

17 **Portrait** POUR TRAITS



30 | 31 **Reportage** LE RESTO POUR DE VRAI



43 **Dossier** ACCÈS AUX SOINS

19 **Le cahier** PARTENAIRES

LE MAGAZINE TRIMESTRIEL DE L'ACTION SOCIALE DANS L'AIN

Partenaires : Adapei, ADAPA, ADMR, Ain Domicile Services, Alfa3a, Bourg Habitat, Caf de l'Ain, Conseil départemental, Dynacité, MSA Ain-Rhône, Orsac, Semcoda, Udaf de l'Ain | **Directeur de la publication :** Jacques Dupoyet | **Directeur de la rédaction :** Alain Gilbert | **Rédaction :** Christophe Milazzo, , Annick Puvilland | **Création :** Genaro Studio | **Photographies :** Corinne Bertrand, Sébastien Tournier | **Impression :** Estimprim. Tirage : 10 000 ex. N°ISSN : 1260-528X.

www.interaction01.info

Contacts : alain.gilbert@interaction01.info | annick.puvilland@interaction01.info

SEMCODA
Bernard Perret s'engage

Après des mois de recherche, le conseil d'administration de la Semcoda a opté pour une solution locale… qui faisait partie des pistes suivies depuis juin.

Bernard Perret a créé la surprise en prenant en septembre la direction de la SEMCODA. Une décision qui a permis de mettre un terme à des mois d'incertitude au sommet de la Sem et de doute au sein du personnel. Son arrivée acte le départ définitif de Gérard Lévy, directeur emblématique. Elle a mis aussi un terme à l'intérim assuré par une équipe de direction, sous la férule de Romain Daubié, le pdg, maire et conseiller général de Montluel. Elle permet aujourd'hui de répondre aux élus qui s'inquiètent de l'avenir de programmes en cours ou en projet. En clair, la Semcoda va devoir lever le pied.

Bernard Perret avait beaucoup d'arguments en sa faveur pour être choisi par ses pairs : l'attachement à son métier au sein la société Floriot, et ce malgré ses mandats politiques ; sa bonne connaissance du département et de ses rouages ; ses mandats bien menés à la mairie de Viriat, au Conseil départemental et à la communauté d'agglomération de Bourg. Il quitte à regret et le Département et le conseil communautaire pour lesquels il s'est beaucoup investi, toujours avec loyauté. Il restera maire de sa commune où son socle électoral est très solide.

Derrière un abord prudent, parfois froid, Bernard Perret est un homme de dialogue et de contrat. Il a prouvé avec ses différentes municipalités qu'il était aussi un chef d'équipe. Des qualités essentielles, nécessaires à la gouvernance de la Semcoda, pour un homme qui, à 56 ans, a quitté la scène politique pour devenir un chef d'entreprise.

L'ADAPEI affiche
ses trois couleurs en Chine

Belle photo que celle qui réunit les équipes qui se sont rencontrées lors du premier festival de cuisine française qui vient de se dérouler à Yesanpo, au sud-ouest de Pékin. L'ADAPEI de l'Ain avait envoyé une délégation qui en a profité pour porter les couleurs du nouveau logo de l'association, du Conseil départemental et de la gastronomie nationale. Ce n'est pas la première fois que l'ADAPEI met les pieds en Chine puisqu'un partenariat, musical cette fois, est établi depuis longtemps avec Résonance contemporaine et Pékin.

Notez-le !

Passation de pouvoir à la MSA

Jean-Marc George (à droite) a pris récemment la succession de Ludovic Martin (à gauche) à la tête de la MSA Ain-Rhône, en présence d'Olivier de Seyssel, président. Le nouveau directeur était depuis décembre 2015 directeur de la caisse RSI du Rhône. Quant à son prédécesseur, il est parti rejoindre la Caisse centrale à Paris.

Questions d'argent

Elles sont au cœur du 4e Atelier du jeudi, le 18 octobre, organisé par le magazine Interaction et ses partenaires suite aux Rencontres pauvreté/précarité. Accès bancaire, surendettement, crédit… Objectif des échanges et témoignages : proposer des actions (réalisables à l'échelle locale !) pour améliorer au final la situation des familles.
www.interaction01.info/unsurdix

Précarité : croisons nos regards

Deux temps rythmeront la journée d'échanges entre les associations de solidarité et les acteurs de l'action sociale, « Précarité : croisons nos regards pour agir ensemble », organisée par la Ville de Bourg, à la salle des fêtes, le 7 décembre.
Le matin, stands d'information et présentation d'actions. L'après-midi, ateliers d'échanges co-animés : être bénévole aujourd'hui, la lutte contre le non-recours aux droits, l'urgence.
sasociale@bourgenbresse;fr
Tél. 04 74 45 35 35

ÉDITO

PAR ALAIN GILBERT, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Une maquette pleine de vie

À l'approche de son **100e numéro** qui paraîtra en juillet 2019 – et donc de ses 25 ans – Interaction change de look. La précédente maquette aura tenu près de sept ans. Longue vie à la nouvelle et à ce magazine si particulier.

Avec ses habits neufs, nous ne cédons pas à un effet de mode. Cette mue a été longuement préparée, concertée et, comme le veut le principe fondateur du magazine, de façon partenariale. Nous avons demandé à **Genaro Lopez** de reprendre la copie rendue en 2011, ce qu'il a fait très volontiers puisqu'il est attaché à Interaction et aux sujets qu'il traite. C'est un graphiste lyonnais militant…

Le comité de rédaction, réuni au très grand complet début juillet, a été séduit par ses propositions. Beaucoup de couleurs et du blanc, des photos à visages humains et des pictos qui animent, **des titres qui claquent et des textes plus courts**. Il faut vivre avec son temps si on veut être lu et compris. Avis très favorable en attendant de voir, à l'usage.

On ne change pas de maquette pour faire joli. Nous voulons avant tout qu'*Interaction* exprime et illustre la vie puisque le magazine la défend depuis sa création. Nous voulons aussi qu'il témoigne de l'engagement de ses partenaires qui lui font confiance.

Interaction, ce n'est pas seulement un magazine confié à une équipe de journalistes professionnels, c'est aussi **une référence pour tous les professionnels** qui le lisent et s'y reconnaissent. *Interaction*, c'est enfin un « média » lu et apprécié par **le grand public**. C'est un paradoxe – une sorte de grand écart – qui nous va bien. Choisie, expliquée, commentée, valorisée, l'action sociale a tout à gagner à se présenter à visage découvert à ceux qui sont ses bénéficiaires.

C'EST VOUS QUI LE DITES !

« J'ai déclaré, il y a quelques semaines que la MSA était en difficulté dans le délai de traitement des dossiers. Les mesures mises en place par le CA, les efforts importants des collaborateurs commencent à porter leurs fruits. Depuis sa récente nomination à la direction de la caisse, Jean-Marc Georges a fait « du retour à la normale » sa priorité. Je ne doute pas que sa grande expérience de dirigeant de régime de protection sociale nous permettra dans les semaines à venir de redonner du sens à notre devise : « La MSA l'essentiel et plus encore ».

OLIVIER DE SEYSSEL
PRÉSIDENT DE LA MSA AIN-RHÔNE

Ça roule ! !

Joélette, tandem vélo-fauteuil, tricycle… Multiples étaient les modes de transport à essayer, lors de la Journée d'automne du pôle adultes de l'APF. L'événement organisé au marché couvert, avec le soutien de la Ville, de CA3B et de la Station, a rassemblé une soixantaine de personnes handicapées et accompagnateurs.

« J'apporte mon entier soutien à l'Appel de Marseille pour les collectivités locales. Le département de l'Ain entend être un point d'appui à tous les projets de territoires qui préparent son avenir. »

JEAN DEGUERRY
PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Avec le maire, les pompiers sont les derniers interlocuteurs de proximité.

GUY BILLOUDET
PRÉSIDENT DU SDIS. AVEC PLUS DE 40 000 POMPIERS, LE CONGRÈS NATIONAL LUI A DONNÉ RAISON.

Pour information, le cabinet médical ne peut plus prendre en charge de nouveaux patients.

DIXIT LE RÉPONDEUR DU CABINET MÉDICAL NORÉLAN
EXPLICATION DANS NOTRE DOSSIER

Les EHPAD, lieux de mémoire

Soutenu par le Plan seniors 01 et mis en œuvre par l'Académie Cuivres en Dombes, le projet « *Il me souvient… Livre de vie à partager* » essaime.

Créer leur propre livre, afin de transmettre leur histoire et leur mémoire : expérimenté dans les EHPAD de Villars et Châtillon, le projet est lancé à Cerdon, Coligny, Miribel, Montrevel et Saint-Vulbas. *« Innovation intellectuelle et pratique, il place vraiment le résident au cœur de l'action et change la vision de l'EHPAD »*, souligne **Muriel Luga Giraud**, vice-présidente du Département, déléguée aux affaires sociales. L'ouvrage conçu par et pour les résidents, avec deux artistes plasticiennes, sera édité à 500 exemplaires. Sociologue et documentariste s'associent à l'action. Parution, prévue juin 2019. En novembre, un film retracera ce travail de création et transmission de mémoire. *« Il se passe des choses fantastiques dans les ateliers mémoire ; le projet redonne un rôle aux personnes âgées, la famille s'y intéresse. C'est très important aussi que les soignants soient présents : le projet permet de mieux comprendre le résident, être dans la bientraitance »* témoigne **Damien Bruggeman**, directeur de l'EHPAD La Montagne.

À Châtillon-sur-Chalaronne, les résidents ont réalisé l'ouvrage « Au fil du temps ».

Tweet wall

Préfet de l'Ain@Prefet01 - 3 octobre
Août 2014, cela vous paraît bien loin ? C'est le dernier mois n'ayant compté aucun mort sur les routes de l'**#Ain… #réagissons #sécuroutière01 @RoutePlusSure**.

Gendarmerie de l'Ain@Gendarmerie_01 - 8 octobre
#MondayMotivation Grosse pêche ce matin, vous êtes désormais plus de 1 500 à nous suivre ! Merci à tous !

Aux Lucioles@aux_lucioles - 29 septembre
Les repas trimestriels pour les couples aidants/aidés, toujours autant de succès. Lien social, partage d'expériences, convivialité, sortir de l'isolement.... action organisée par la plateforme de répit des aidants aux lucioles **#repit #aidant #alzheimer**.

L'ADMR propose des services et, en plus, elle recrute ! Spot radio Radio NRJ et Radio Nostalgie. Le visuel fait allusion aux 120 000 sacs à pain aux couleurs de l'ADMR fournis aux boulangers par les antennes locales de la fédération départementale. Astucieux !

VITE DIT !

Bravo Musethica !

Maisons de retraite, CPA, structures d'insertion, d'accueil de réfugiés, écoles, établissements pour enfants handicapés… En septembre, les 19 concerts Musethica, gratuits, proposés par les Amis de la Garde, à Bourg-en-Bresse et environs, ont offert à près d'un millier de personnes de forts moments de rencontre avec la musique classique et de partage avec de jeunes interprètes virtuoses. Active dans huit pays, l'initiative Musethica a débuté en France, dans l'Ain, il y a quatre ans. Les nouveaux lieux souhaitant accueillir un concert l'année prochaine sont les bienvenus.
www.lesamisdelagarde.fr
http://musethica.org

Pitch partie

La MIFE de l'Ain dispose d'un nouveau site Internet, recruterautrement.fr. Ses bénéficiaires recherchant un emploi sur le bassin de Bourg peuvent publier leur profil. Emmanuel Maquet, directeur de la Mife, espère gagner en visibilité et élargir le retour à l'emploi. Le site est divisé par secteurs d'activité.
Le nouveau site devrait bénéficier aux seniors, notamment au « Club experts 50 + ». Ils ont réalisé des pitchs et des CV vidéo à Bouvent et dans le parc de la préfecture. « On sort du format papier. Ça montre que pour des seniors, on se tient au courant ». (Dima, membre du Club).
recruterautrement.f

Denise Darbon

PRÉSIDENTE DE BOURG HABITAT, ADJOINTE À L'ACTION SOCIALE ET AU LOGEMENT DE LA VILLE DE BOURG

Denise Darbon occupe une place-clé dans le dispositif social burgien. Elle n'en abuse pas. Discrète, attentive, bosseuse, efficace et « équitable », on l'apprécie parce qu'elle sait dépasser les clivages et se concentrer sur l'essentiel : aider. Cette ascèse est le fruit d'un long parcours, conjugal, familial, syndical, militant et personnel. Denis Darbon sait où elle va parce qu'elle n'a jamais oublié d'où elle vient. Une référence pour les élus qui lui ressemblent.

Il suffit d'écouter puis tirer la ficelle

Peut-on dire que vous venez de la société civile ?
Je viens du milieu associatif. Je suis une militante familiale, syndicale. Je suis entrée à Bourg Habitat en 1996, juste avant l'arrivée comme directeur de Jean-Luc Luez et alors que Jean-François Debat était président.

Vous vous connaissiez ?
Nous avons appris à nous connaître. Je pense qu'il m'a repéré à ce moment-là. En 2008, il m'a proposé de faire partie de son équipe municipale. J'ai toujours évité de mélanger mon engagement syndical et familial et la politique. La CSF n'aurait d'ailleurs pas accepté ce mélange des genres. Après l'élection, j'ai changé de poste ; j'ai réduit mon temps de travail et pendant cinq ans, jusqu'à ma retraite, on m'a confié d'autres tâches, sans lien avec la ville de Bourg.

La maison sociale de la ville de Bourg est un laboratoire toujours en mouvement.

Ce sont des expériences différentes ?
Elles sont étroitement liées ; mon engagement politique à la mairie de Bourg est le prolongement de mon engagement à la CSF où j'ai passé trente-cinq années.

Que vous a-t-elle apporté ?
La force syndicale. Seule, on ne peut rien. Il faut être organisé en association. Cette expérience m'apporte beaucoup dans mon mandat, au niveau de l'action sociale, dans les commissions qui traitent d'aides ou de logement.

Vous avez fait vite vos classes !
Un premier mandat comme adjointe à l'action sociale et à la petite enfance – et la vice-présidence de Bourg Habitat –; un second, en 2014, comme présidente de Bourg Habitat et adjointe à l'action sociale et au logement, deux délégations qui se recoupent au quotidien.

Ce n'est pas un peu trop ?
C'est lourd ! Un temps plein auquel je me consacre depuis ma retraite en 2013. Je suis veuve, disponible… Mes horaires sont extensibles. Je me consacre à cette mission parce qu'elle est importante et pour témoigner de mon engagement au maire et aux Buriens.

Vous n'êtes pas encartée ?
Si. Je suis socialiste. Vous pouvez l'écrire.

Pas déçue ?
Ce n'est pas toujours un long fleuve tranquille, mais c'est une suite dans cet engagement qui m'a épanouie. Elle donne un sens à ce que j'avais envie de faire. Le logement m'intéressait. À la CSF, j'ai souvent organisé les élections des représentants des locataires. J'ai découvert les passerelles qui existent entre logement et social. Quand il y a un problème de logement dans une famille, si on gratte un peu, on découvre parfois d'autres problèmes.

Vous le découvrez au quotidien à Bourg Habitat ?
Nous sommes confrontés aux exigences qui traversent la société. Les demandes pour le pavillonnaire sont très fortes. Elles traduisent une forme d'individualisme. Le conseil d'administration de Bourg Habitat s'est engagé fortement pour garantir un examen approfondi de chaque demande. J'ai peur pour demain des attributions par « scoring » qui oublient l'humain. Je participe aux commissions d'attribution de tous les bailleurs publics burgiens où je représente le maire. J'aimerais parfois en savoir plus sur le dossier des candidats…

Vous êtes sévère mais juste ?
Non, je suis équitable, et sévère quand il le faut. Il faut savoir dire non à certains demandeurs bien connus. Marine Daniel-Chausson, notre nouvelle directrice, a mis en place une cellule relation client qui reçoit les appels des mécontents et une cellule de commercialisation où le locataire est reçu personnellement, sur rendez-vous. Une révolution, pour tout le monde ! Et ça marche. Nous sommes, comme je le souhaitais, entrés dans une culture de l'accueil où l'on prend en compte la demande à laquelle on apporte une réponse : on peut, on ne peut pas.
Cela rejoint le travail formidable mené par le service social de la ville avec le soutien de la CAF et du Conseil départemental sur l'accès aux droits. Pourquoi des personnes y renoncent-elles ? Parce qu'elles ne sont ni entendues ni comprises. Un écrivain public est à leur disposition. Ce n'est ni un travailleur social ni un élu, mais un bénévole qui se met au service. Ça fonctionne bien.

> « Je suis une militante familiale, syndicale.

Les services sociaux savent-ils entendre ?
Il suffit d'écouter pour tirer la ficelle. À la CSF, nous suivions une centaine d'enfants en soutien scolaire. La famille venait nous voir pour nous confier l'enfant. Quand on déroulait la pelote, on découvrait un père sans travail, un logement insuffisant avec des devoirs faits sur un coin de table. Tout est lié dans la cellule familiale. Je reçois beaucoup de monde en mairie ; la boite de mouchoirs est souvent sur le bureau. Une fois la pression retombée, viennent parfois les larmes. Alors je ferme ma porte, sans être dans l'affect ni me prendre pour une assistante sociale.

Comment faites-vous remonter ces situations à vos collègues qui ne sont pas sur le terrain ?
Nous débattons et échangeons chaque semaine entre élus à partir des témoignages et des situations vécues. De nos observations peuvent naître des actions nouvelles. Notre projet de mandature s'engageait à ne laisser personne sur le bord de la route.

> Bourg Habitat reste une dame alerte malgré son âge.

Y compris les migrants ?
C'est plus complexe et ce n'est pas toujours facile de s'expliquer avec les associations qui nous sollicitent. Leur accueil relève de la compétence de l'État, ce qui ne nous empêche pas de les accompagner, ne serait-ce que parce que leurs enfants sont scolarisés.

Parlons des choses qui fâchent. De la loi Élan par exemple…
Elle va impacter les personnes qui sont déjà en situation difficile. Ce n'est pas qu'une question d'argent, même si Bourg Habitat va se retrouver très vite étranglé et perdre sa capacité de financer les réhabilitations. Les familles vont vivre dans des logements qui se dégradent.

Avez-vous un trésor de guerre ?
Il n'y a pas de matelas à Bourg Habitat. Nous arrivions à construire et à rénover parce que nous recevions des financements. C'est tout un modèle économique qui est remis en cause. Je n'ai pas envie de terminer mon mandat en 2020 en laissant une situation économique que nous n'avons jamais connue.

Allez-vous vous marier avec Dynacité ?
Nous avons d'autres pistes. Nous travaillons effectivement à un rapprochement avec des organismes qui ne sont pas nécessairement départementaux. C'est un peu tôt…

Vous n'êtes plus bailleur municipal mais intercommunal.
Nous tenons à être un acteur social qui compte sur l'agglomération, tant en matière de logement que d'aide aux associations, aux clubs que nous aidons et pour qui nous allons être contraints de revoir nos budgets. Difficile de les maintenir et de dire aux salariés de l'Office que leurs salaires n'augmenteront pas.

Qu'avez-vous dit aux maires de l'agglomération ?
Là où nous nous étions engagés, que nous allions restreindre nos programmes. Nous les avons divisés par deux : de 100 nous sommes passés à 50 logements programmés. Les maires ont bien compris parce que les autres bailleurs tiennent le même langage. La loi Élan impacte aussi les communes freinées dans leur développement.

L'office va fêter ses 90 ans en 2019. Vous préparez les bougies ?
Nous ne ferons pas la fête. Nous célébrerons cet anniversaire dans la continuité, sur une année, en lien avec les locataires et le personnel. Faute de moyens, nous mènerons des actions ciblées avec nos partenaires. Bourg Habitat reste une dame alerte malgré son âge qui a beaucoup évolué depuis 25 ans grâce au travail des collaborateurs, sous la direction de Jean-Luc Luez, grâce aux nombreuses d'initiatives en terme de développement de patrimoine, régie d'entretien, médiateurs de quartier et à présent le centre relation client. On ne dit plus j'habite aux HLM de Bourg, mais à Bourg Habitat.

Bourg Habitat a été présidé en près de 20 ans, par trois femmes. Un monopole ?
Non, une alternance qui se vit très bien, d'autant que nous avons désormais une directrice. Il faut demander à Jean-Luc Luez de qu'il en pense !

En 2020, vous raccrochez ?
J'ai assuré deux mandats pleins et viendra le temps où je devrai passer le relais. J'ai 65 ans et envie de vivre une véritable retraite, me poser, me ressourcer, penser et faire autre chose, ailleurs que dans le social. Ces mandats ne laissent pas beaucoup de place à la vie personnelle, surtout si vous avez envie de vous investir. Je suis grand-mère : je me mettrai donc à la disposition de mes enfants et de mes petits-enfants.

Que disent vos enfants de vos engagements ?
Ils sont fiers. Je viens d'un milieu très, très modeste. Je crois que je suis la moins diplômée du conseil municipal. Je me suis formée sur le tas parce que mon mari m'a toujours laissé la possibilité de m'engager. Je suis satisfaite de ce parcours, de ce que j'ai fait, certainement avec des insuffisances. Je suis une personne discrète qui a une peur bleue de répondre aux questions d'un journaliste.

Un mot sur le 7 décembre.
Nous avons invité toutes les associations burgiennes qui apportent des aides alimentaires et financières à se rencontrer pour mieux se connaître. Nous souhaitons valoriser le travail des bénévoles, les soutenir et les aider à s'organiser dans leur prise de responsabilités.

L'habitat

Semaine de l'accession

S'informer sur comment devenir propriétaire d'un logement, découvrir des offres immobilières, visiter un logement-témoin neuf : du 15 au 20 octobre, la Semaine de l'accession bat son plein dans les agences Dynacité. Entrée libre et lots à gagner en participant à un simple tirage au sort.
www.dynacite.fr

Du neuf chez Dynacité

De septembre à décembre 2018, Dynacité met en service divers programmes de logements neufs, collectifs à Journans, Belley, Saint-Romain-de-Jalionas (Isère), Gex, Lyon et Rillieux-la-Pape (Rhône), individuels à Francheville, ainsi que 166 chambres pour des jeunes travailleurs migrants à Lyon.

Le programme neuf Vert Horizon à Bellegarde, inauguré le 3 octobre

Bourg Habitat roule avec Booj

Depuis septembre, les équipes de Bourg Habitat peuvent utiliser les voitures de Booj, nouveau service d'autopartage burgien, pour leurs déplacements professionnels. Petit coup de pouce supplémentaire à cette start-up locale : la mise à disposition de deux bureaux au sein de son siège, le temps pour son responsable de trouver des locaux appropriés pour développer son activité.

Henri IV et la confiture

Confiture au safran « made in Jayat », sacs de tri sélectif et guide pratique des écogestes ont été remis par Bourg Habitat aux locataires de la résidence Henri IV à Jayat, lors de son inauguration. Labellisés NF Habitat, les 8 logements, du T2 au T4, sont équipés de balcon ou terrasse, cave, eau chaude solaire.

Plan départemental de l'habitat
Faire plus et mieux

Signé le 24 septembre, le Plan départemental de l'habitat 2018-2023 met l'accent sur le logement social, l'aménagement des territoires et la revitalisation des centres-bourgs.

En hausse de 1,8 % de 2007 à 2012, le parc de logements de l'Ain, département des plus dynamiques démographiquement, ne répond qu'imparfaitement aux besoins. Comment mieux y répondre ? En étendant l'offre de logement mais aussi en améliorant le parc existant, souligne le nouveau Plan départemental de l'habitat.
Outil de cohérence politique et territoriale, il fixe pour les cinq ans à venir trois grandes orientations, avec pour chacune onze objectifs et vingt-deux chantiers opérationnels :
- **développer** une offre de logements sociaux et en accession sociale, attractive et adaptée :
- **accompagner** les projets favorisant la densification et la limitation de la consommation d'espace ;
- **intensifier** la restructuration du bâti en centre-bourg et la sortie de vacance des logements.

Qualitatifs, les objectifs sont aussi quantitatifs :
- **développer** 1 834 logements sociaux : 523 PLA-i ; 735 PLUS ; 576 PLS.

Moyens alloués : 4,038 M€ par l'État, 5,786 M€ par le délégataire.
- **réhabiliter** le parc privé ancien : lutte contre l'habitat indigne pour les propriétaires occupants (39 logements) ; aide aux propriétaires occupants « autonomie » (202) ; aide aux propriétaires occupants « énergie » : (378) ; aide aux propriétaires bailleurs (55) ; programme Habiter mieux (479).

Moyens alloués : 5,721 M€ par l'État, 1,600 M€ par le délégataire.

Intégration des réfugiés
L'Ain en exemple

Développer les dispositifs de droit commun, doubler les heures de français langue étrangère, constituer un réseau de maires solidaires, permettre au jeune demandeur d'asile de poursuivre son contrat d'apprentissage au-delà de ses 18 ans… En visite à Bourg-en-Bresse le 16 octobre, Alain Régnier, délégué interministériel chargé de l'accueil et de l'intégration des réfugiés, a rappelé la nécessité et sa volonté de mobiliser tous les acteurs de proximité, administrations, collectivités territoriales, associations, entreprises, citoyens – et mettre à leur disposition outils et moyens nécessaires. « *On ne peut réussir qu'ensemble* » : départ de cette visite top chrono, organisée par la Préfecture, la DDCS et Alfa3a à la MIFE, avec la signature d'une convention de partenariat entre Alfa3a et Manpower pour l'emploi des réfugiés, suivie d'une rencontre avec une famille syrienne réinstallée en France dans le cadre du dispositif ARISE, de la visite du centre de transit ouvert par Alfa3a en avril, d'une formation « *Une voix-e vers l'emploi* » créée par l'Afpa. Point d'orgue final : une table ronde « *L'Ain, terre d'accueil et d'intégration* », réunissant en préfecture des acteurs du social, de la santé, de l'emploi, de l'éducation, du logement.

Plan Pauvreté
Tous ensemble, tous ensemble…

Table ronde à chaud autour du plan Pauvreté dévoilé mi-septembre. Le propos n'était pas tant de se positionner pour ou contre, mais plutôt d'imaginer comment le décliner dans l'Ain. Un département riche, partenarial, inventif. Deux acteurs en haut de l'affiche (l'État et le Département), deux partenaires en premiers rôles (la Caf et Alfa3a), deux associations qui ne jouent pas les figurants (Emmaüs et la CSF), une expertise apportée par Agnès Bureau, l'animatrice des Ateliers du Jeudi… face aux micros de RCF/Interaction.

PAR **ALAIN GILBERT**

Dans l'Ain tout va bien ?

Un constat précis de la pauvreté favorise une stratégie ciblée.

Une personne sur dix en situation de pauvreté (contre 14 % en France), des jeunes plus touchés que les autres, des écarts de pauvreté plus durement ressentis qu'ailleurs, une pauvreté qui s'améliore peu et trois données préoccupantes : le non-recours aux droits, les souffrances psychologiques et la situation des migrants. **Agnès Bureau** a rappelé en préambules les écarts mesurés entre 2012 et 2017 par les enquêtes pauvreté/précarité dans l'Ain initiées par Alfa3a et suivies par un comité de pilotage très partenarial.

Riche, favorisé en termes d'emploi, dynamique, l'Ain est un département où la pauvreté est plus réduite mais plus aiguë qu'ailleurs.

D'entrée, **Laurent Willeman** a souligné que c'est aussi un département où l'on peut faire équipe : « *On se met d'accord et on signe.* » Tout le monde doit porter le maillot du plan Pauvreté mais il ne faudra pas laisser sur le banc les électrons libres associatifs qui ne jouent pas sur le terrain les remplaçants.

Le directeur de la DDCS rassure : fruit d'une concertation active, ce n'est pas un plan qui tombe d'en haut ; il doit s'adapter aux particularités du territoire, explique **Jean-Michel Ballard**, l'exemple des 3 000 crèches à la clé. Le pays de Gex en a besoin, mais pas autant que les quartiers prioritaires ou les espaces ruraux restés à l'écart. Pour la Caf comme pour l'État, lutter contre la pauvreté, c'est garantir l'égalité et l'équité.

> L'action sociale, ce n'est pas une dépense mais un investissement.
>
> **OLIVIER DE VESVROTTE**

L'État s'appuie sur ses partenaires, collectivités, associations, structures d'insertion… Nous partons avec des acquis : des dispositifs de participation sont en place comme les conseils citoyens ou les groupes de suivi des bénéficiaires RSA par le Département. Des partenariats existent qui vont nous faire gagner beaucoup de temps. Dans l'Ain, nous ne sommes pas en opposition, nous essayons d'avancer ensemble.

LAURENT WILLEMAN
DIRECTEUR DE LA DDCS

Ce plan a beaucoup d'intérêt. Il porte une philosophie qui nous va bien, avec une stratégie qui traite plus les causes et les effets, tout en mettant l'accent sur les parcours et l'accompagnement vers l'emploi, la prévention auprès des jeunes. Au sein d'Alfa3a, nous croyons à un nouveau modèle social car l'actuel est à bout de souffle. Ce plan est une opportunité et nous aurons des propositions à formuler.

OLIVIER DE VESVROTTE
DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ALFA3A

À Emmaüs, nous avons eu l'impression que la pauvreté est réduite au retour à l'emploi. Ce plan est très à visée économique et ne prend pas les personnes dans leur intégralité : la culture, la santé, l'éducation. C'est très facile de fabriquer des précaires et très long de les reconstruire. […] sont absents de ce plan les personnes âgées, les sortis de prison, les malades psy, les sans titre de séjour.

KARINE TERRAZ
CORESPONSABLE DE LA COMMUNAUTÉ EMMAÜS

Ce plan nous réjouit, même si ce n'est pas une surprise. Il conforte la place des Caf. La pauvreté touche beaucoup la petite enfance et les jeunes, et crée des inégalités sociales et éducatives. Pour la première fois, nous avons un ensemble de dispositifs qui vont permettre de prioriser. […] Nous verserons des aides bonifiées en fonction des territoires, de la mixité sociale, de la prise en compte du handicap.

JEAN-MICHEL BALLARD
DIRECTEUR ADJOINT DE LA CAF

C'est la première fois qu'un gouvernement prend la pauvreté à bras-le-corps, mais ça ne contrebalance pas la casse du tissu social effective depuis un an et demi : le RSA plus indexé sur l'inflation, les minima sociaux relevés à 0,3 % alors que l'inflation est à 2 %, les contrats aidés supprimés, les APL non revalorisées. Nous déplorons que le logement ne soit pas évoqué.

JÉRÉMY IMBERT
CHARGÉ DE PROJETS À LA CSF

Ensemble on va loin

Plan étatique ou canevas partenarial ? Le plan anti-pauvreté propose des mesures et des échéances, mais laisse la place à l'initiative. L'Ain part avec une longueur d'avance.

« *Comment va-t-on faire* ? » interroge **Karine Terraz** qui dénonce le découpage des aides et des personnes.

Le premier verrou à faire sauter, c'est le non-recours aux droits. Un leitmotiv pour tous, un chantier pour la Caf dont les allocations constituent 100 % des ressources pour 12 % de ses bénéficiaires. Le plan propose d'instaurer en 2020 un revenu unique d'activité, c'est-à-dire la somme des aides éparpillées. Une grande ambition selon **Jean-Michel Ballard,** qui veut rendre le dispositif plus « simple et plus lisible » alors que la Caf fait déjà beaucoup pour aller au-devant des bénéficiaires comme le fait aussi le Conseil départemental, concerné par la mise en place de ce revenu unique et par la création d'un service public de l'insertion (lire les réponses de **Thierry Clément** en page 14).

À plusieurs occasions, Laurent Willeman insistera pour dire que ce plan n'est pas cadenassé. Il n'est pas que social, mais bien transversal ; il est prospectif et permet la contractualisation ; il est adaptable ou ajustable. Dans ces conditions, il pourrait intégrer les actions menées, presque payées de sa poche, par la CSF en matière de fracture numérique ou de parentalité. Dans l'Ain, le plan pauvreté peut faire l'économie de la période rodage et l'expérience du covoiturage !

I have a dream

Éradiquer la pauvreté à la racine ? Nous avons besoin d'utopie pour changer la réalité.

Changement de paradigme, appel à la citoyenneté, ambition partagée, nouvelle philosophie… Nos invités ont ressenti dans ce plan une volonté de rupture, une invitation à casser les moules qui produisent de la pauvreté de toute éternité. Ce ne sont pas de doux rêveurs ; ils sont confrontés chaque jour à la réalité, alors que certains la découvrent avec la meilleure volonté du monde (« *On met un pognon de dingue…* » s'insurgeait Emmanuel Macron). Quand un modèle social est à bout de souffle, il faut en changer, d'autant que tous les modèles sociaux sont issus de ce qu'on pourrait appeler des utopies.

« *Sortons de la compassion et de la charité.* » demande **Laurent Willeman** ; « *Tous ensemble, chacun sa place.* » rappelle **Olivier de Vesvrotte** ; « N'oublions pas les hors dispositif », rappelle **Karine Terraz.**

À peu de choses près, tout le monde est d'accord même si chacun a ses contraintes et sa vision du monde. L'intérêt de cette table ronde n'a pas été seulement de rappeler que dans l'Ain, le climat est propice, les constats partagés, la volonté de travailler ensemble évidente. Ces conditions favorables permettent de se concentrer sur la personne laissée au bord du chemin, sur l'enfant qu'il faut éloigner des rouages qui broient sa famille de génération en génération.

Il faut rêver et en même temps écouter Karine Terraz qui demande ce qu'on fait des hors-plans, des hors dispositifs, des invisibles. Est-ce à dire que ce sont les pauvres de demain ?

> Les aides seront fléchées vers des territoires qui en ont vraiment besoin.
>
> **JEAN-MICHEL BALLARD**

Alain Gilbert (directeur de la rédaction d'Interaction), **Olivier de Vesvrotte** (directeur général d'Alfa3a), **Agnès Bureau** (journaliste en charge des Ateliers du Jeudi), **Jean-Michel Ballard** (directeur adjoint de la CAF), **Laurent Willeman** (directeur de la direction départementale de la cohésion sociale), **Karine Terraz** (coresponsable de l'antenne d'Emmaüs), **Jérémy Imbert** (chargé de projets à la CSF), **Isabelle Berger** (directrice d'antenne de RCF Pays de l'Ain).

Débat animé par Isabelle Berger (RCF), Agnès Bureau (l'Atelier du Jeudi) Alain Gilbert (Interaction).

Cette table ronde sera diffusée le samedi 20 octobre à 10 h 00 et 18 h 00 et disponible en podcast sur rcf.fr.

3 QUESTIONS À

Thierry Clément

DIRECTEUR DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE L'AIN

En quoi le plan pauvreté concerne-t-il le Département ?

Cette stratégie nationale impactera notre politique sociale. Les actions annoncées visent nos missions : la protection maternelle infantile, la protection de l'enfance, le RSA via nos politiques d'insertion. Les orientations restent très floues. Pour les Départements, c'est un plan en « demi-teinte », imprécis sur les financements, les publics et les actions concrètes. Il faudra être vigilant dans la mise en œuvre, notamment sur la contractualisation avec l'État qui imposerait des obligations de résultat.

Va-t-on vers un service public de l'insertion ?

Le retour à l'emploi est une ambition que le Département porte. L'État se voit comme garant du service public de l'insertion, pourquoi pas ! Ce guichet unique ne se mettra en place sans le soutien des Départements et des partenaires associatifs. Nous sommes disposés à travailler avec les services de l'État, déjà partenaires, en nous assurant de la pertinence et de la bonne application des mesures au niveau local. Nous serons force de proposition, car la politique d'insertion s'inscrit dans la proximité.

Le revenu minimum d'activité est-il une bonne idée ?

L'idée d' « une fusion des aides sociales », avec la création en 2020 du revenu universel d'activité paraît séduisante. Mais quel financement par l'État ? Quels moyens mis à disposition du Département dont les services sociaux seront en première ligne. Dans l'Ain, la lutte contre la fraude est venue alimenter nos actions d'insertion. Nous avons démontré l'intérêt qu'il y a à coupler allocation et insertion. Les séparer c'est risquer de revenir à une forme de déresponsabilisation.

COMMENT ÇA MARCHE !

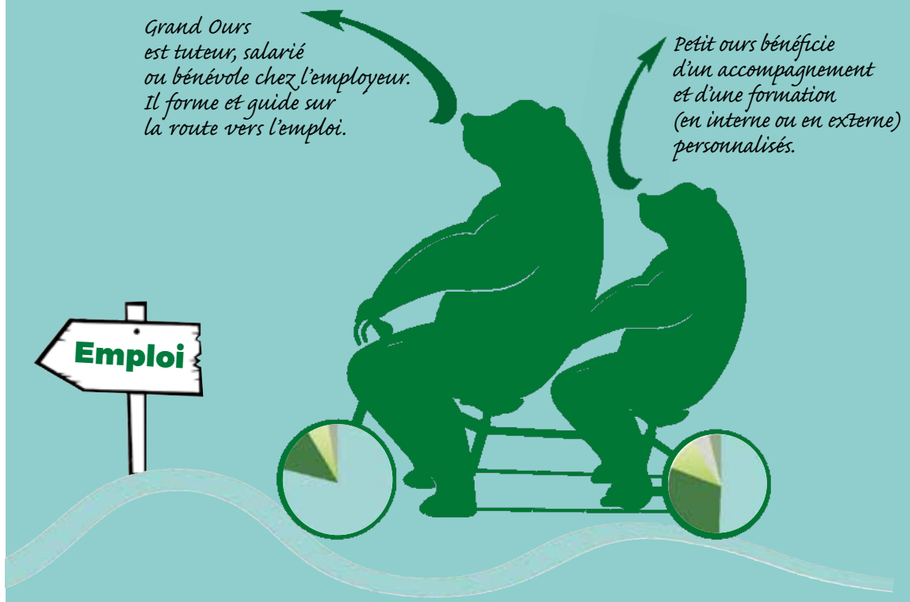
Secteur non marchand
Objectifs Ain 2018
835 contrats

Parcours emploi compétences
Moins mais mieux

Depuis janvier 2018, les CAE (contrats d'accompagnement dans l'emploi) sont transformés en PEC (Parcours emploi compétences). Objectif : favoriser le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès au marché du travail, avec un contrat de travail et un accompagnement adapté.

Grand Ours est tuteur, salarié ou bénévole chez l'employeur. Il forme et guide sur la route vers l'emploi.

Petit ours bénéficie d'un accompagnement et d'une formation (en interne ou en externe) personnalisés.



267 CONTRATS SIGNÉS DANS L'AIN*

- **79 %** prescrits par Pôle emploi
- **12,4 %** par les Missions locales
- **6 %** par le Département
- **2,6 %** par Cap emploi

- **72,7 %** de contrats renouvelés
- **127** contrats PEC Éducation nationale
- Taux moyen de prise en charge : **44,6 %**

* Du 1er janvier à mi-juillet 2018

RÉPARTITION DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

- Enseignement **49,6 %**
- Santé humaine et action sociale **29,7 %**
- Administration publique **10,2 %**
- Autres activités de services **4,9 %**
- Arts, spectacles et activités récréatives **3,8 %**

Depuis 2012, sur les 125 contrats aidés signés au CPA, 41 % ont débouché sur un emploi en interne, 16 % sur une sortie avec un projet professionnel défini.

Mode d'emploi

— CDI ou CDD de 12 mois. Renouvellement possible jusqu'à 24. Prolongations dérogatoires : jusqu'à 60 mois pour les travailleurs handicapés, les bénéficiaires de l'AAH, les salariés de 50 ans et plus rencontrant des difficultés particulières faisant obstacle à leur insertion durable dans l'emploi ; jusqu'à leur départ en retraite pour les salariés de 58 ans et plus ; jusqu'à la fin de leur formation (dans la limite de 60 mois) pour les salariés suivant une formation en cours.

• Aide à l'employeur :

– 40 % du SMIC brut (plafonnée à 26 h hebdo, soit maxi 445 €/mois) ;

– 50 % (plafonnée à 26 h hebdo, soit maxi 556 €/mois) si formation inscrite au Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) ;

– 60 % (plafonnée à 26 h, soit maxi 667 €/mois) pour les bénéficiaires du RSA socle (sous réserve de cofinancement par le Département) ;

– 50 % (plafonnée à 20 h hebdo) si cofinancement ministère Éducation nationale ou de l'Agriculture (soit cumulée maximale 856 €/mois).

> On fait moins de contrats aidés mais mieux
>
> **PHILIPPE BEUZELIN,** SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉFECTURE

Social
médico-social

L'ADMR collecte les bouchons solidaires

Lancée en juillet, la collecte de bouchons plastique chez les clients par les aides à domicile de l'ADMR porte ses fruits : début septembre, déjà plus de 30 kg de bouchons étaient remis à l'association Les Bouchons solidaires pour la vie, au profit de la recherche sur les maladies graves infantiles. La dynamique se poursuit : la collecte est permanente.
https://bouchonssolidairespourlavie.wordpress.com

Libérer la parole

Oser parler ensemble de ses vécus, en tant que personne souffrante ou aidante (parent, enfant, ami, intervenant…) : les innovantes rencontres thématiques proposées par l'association Incontro Artefact à partir de janvier 2019, un samedi par mois, à Bourg-en-Bresse, s'adressent à tous. « La solitude et l'isolement font des ravages. Partager la parole permet de prendre les choses avec plus de légèreté, de rencontrer des points de vue différents », souligne Sabina Angelibusi, art-thérapeute. Exemples de thèmes : l'anorexie, le handicap, l'autisme…
https://sites.google.com/site/incontroartefact

Danser au-delà des apparences

Retraçant vingt ans d'expériences et de création ouvertes à tous, menées par la compagnie Passaros fondée par Émilie Borgo, avec entre autres des danseurs « aux physicalités peu ordinaires », l'ouvrage *Paroles EnCorps* vient de sortir. Très illustré, édité avec le soutien de la DRAC, du Département et de la Ville de Bourg, il est disponible au Bar à créations, auprès de la compagnie et sur Internet.
www.passaros.fr
www.booksonthemove.eu

Handicap et cancer
Dépistage (suite)

La mission de l'Agence régionale de Santé sur le dépistage et la prévention des cancers chez les personnes en situation de handicap continue jusqu'à la fin 2018. L'Adapei de l'Ain et l'ensemble des autres organismes poursuivent son déploiement.
Le handicap ne protège pas des cancers (sein ou colorectal), aussi fréquents que dans la population générale. Pourtant, les personnes qui présentent un handicap ont moins souvent accès aux dépistages des cancers. Celui mis en œuvre dans l'Ain par l'ODLC (association loi 1901) est ouvert à toutes les personnes éligibles, quel que soit le type de handicap et quel que soit le mode de vie. Le dépistage du cancer du sein (mammographie) concerne toutes les femmes de 50 à 74 ans alors que le dépistage du cancer colorectal concerne aussi bien les hommes que les femmes. Ils demandent un renouvellement tous les deux ans.
Un accompagnement adapté est nécessaire pour faciliter l'accès à ces dépistages. La mission a permis de développer une boîte à outils à destination des professionnels Elle contient des supports d'information facilitant l'organisation, les explications et la compréhension des dépistages organisés. Elle dispose de supports développés en « facile à lire et à comprendre » (bouchures, bandes dessinées) et de vidéos.

Culture et santé
Des créations tous horizons

Douze structures du sanitaire et du médico-social de l'Ain s'inscrivent cette année dans la dynamique régionale Culture et santé. Multi-créatifs et culturels, les projets réunissent patients, résidents, personnels et artistes professionnels, autour d'actions, ateliers, expositions, expériences sonores, visuelles, scéniques, graphiques… in situ et hors les murs. Le Centre culturel de rencontre d'Ambronay se joint pour la première fois à l'action, en partenariat avec l'ITEP de Varey et l'EHPAD Fontelune d'Ambérieu-en-Bugey. Les rencontres et ateliers entre musiciens du Solazzo Ensemble, élèves et aînés débutent cet automne.
Autre nouvel entré dans la dynamique, le Centre hospitalier de Belley. Là, ce sera création vidéo avec le collectif Label Vie d'Ange.
L'ADEA se joint au dispositif Culture et santé en accueillant depuis 2017 le forum annuel de rencontre et présentation des projets.
Attention, date limite pour l'appel à projets 2019 : 1er février.

Création de sculptures en béton cellulaire, à Chanay

www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr
Référent culturel :
philippe.constant@cuivresendombes.org
Référent hospitalier :
franceline.borrel@cpa01.fr

Genaro

GRAPHISTE IMPLIQUÉ

PAR **ALAIN GILBERT**

Le coupable, c'est lui, l'auteur de la nouvelle maquette d'*Interaction*. Il avait déjà imaginé celle de 2011. Portrait d'un récidiviste inoffensif.

« J'AI COMPRIS LE PASSAGE AU NUMÉRIQUE EN ÉCOUTANT LES JEUNES QUI TRAVAILLENT DANS NOTRE TRIBU, PARLER DE LEUR PAGE FACEBOOK, MAIS PAS DE LEUR VIE À EUX, DE LEUR FEMME NI DE LEURS ENFANTS. NOUS N'AVONS PAS LA MÊME FAÇON DE FAIRE SOCIÉTÉ. »

Au comité de rédaction de juillet, ses maquettes ont fait un tabac. Séduits, les partenaires d'*Interaction* ont apprécié le côté tornade blanche qui a tout bousculé sur son passage. *« Je me suis beaucoup plus pris au jeu cette fois. »* On aurait pu aller voir ailleurs, changer de like pour changer de look. Difficile de trouver un graphiste qui s'intéresse au texte et aux valeurs qu'il exprime. *« La forme, c'est du fond qui remonte à la surface. »* Un point de vue que Genaro partage avec Hugo.

UN PETIT BLANC ?

Le 27 Madeleine, dans le 7e, c'est le QG du studio à l'heure du déjeuner. Un restau branché aux allures de clos bouliste. Genaro a pris la commande plus vite que la serveuse : *« Du blanc pour mieux digérer les pages, on a ça ; de la couleur aussi. Je vous recommande des émincés d'articles et de belles tranches d'images avec un assortiment typographique léger. »*
Comme il comprend vite, on est passé rapidement à autre chose.
Au collectif sur lequel il a fondé son studio avec une bande de copains, réunis par un *gentleman agreement*, et des petits jeunes indépendants, tout le monde vivant dans un workloft avec balançoire, babyfoot et ombrelles. Le studio couvre toutes les demandes de com, chaque compétence faisant partie d'un tout. C'est lui le chef de bande *« parce qu'il en faut un pour prendre les commandes et établir les factures. »* Sans compter que Genaro est connu sur la place…

TOUS PRÉCAIRES !

Après le collectif, l'associatif, une autre tresse de son ADN. Il « accompagne » les associations avec d'autant plus d'intérêt qu'elles n'ont souvent pas de budget. Compliment au passage : *« Je trouve les associations plus pertinentes que les institutions. Elles ont une vraie efficacité de terrain ; elles font souvent mieux que les autres. »*
Genaro apprécie *Interaction* et c'est bien volontiers qu'il s'est remis à l'écran pour créer une nouvelle dynamique. Il apprécie *« le territoire de Bourg »*, les sujets sociaux abordés autrement et trouve dans nos pages de quoi prolonger son intérêt pour les précaires, la précarité existentielle étant depuis bientôt vingt-cinq ans gage de longévité pour *Interaction*.

- **48 ans**
- **Graphiste lyonnais** d'adoption
- **Genaro Studio** est un collectif créatif qui réunit une vingtaine de personnes
- **Créateur** de nombreuses formules magazine (dont *Interaction*) et de plaquettes (le programme de l'Opéra de Lyon ou le rapport d'activités 2017 de Dynacité)
- Attentif à **l'insertion,** il a accueilli des jeunes de l'Afev (Fondation étudiante pour la Ville)
- **Bénévole** très investi depuis dix ans dans la création des antennes Rhône-Alpes et européenne de la Fondation Abbé-Pierre
- **Motard** à ses heures

www.genaro-studio.com
(en cours de refonte)
Maison de confiance depuis 1996

> Les associations, par manque de temps et de budget, communiquent mal, alors qu'elles ont un propos qu'il est nécessaire de propager.

Oyonnax

Les décrocheurs à l'école

Elle s'installera dans une ancienne école… maternelle d'Oyonnax et sera la première dans l'Ain à offrir aux décrocheurs une véritable formation de base.

Une école de la deuxième chance ouvrira en novembre à Oyonnax. Initiée par la ville, rattachée par conventionà un réseau national, elle sera une tête de pont et un test dans l'Ain. L'association support sera dirigée par Julien Issartel, un expert en matière de décrocheurs scolaires, ancien manager d'Oyonnax Plastics Vallée Football. Il connaît donc bien les 16-25 ans d'Oyonnax dont beaucoup sont des laissés-pour-compte. Michel Perraud, son maire, a fait de l'emploi des jeunes son cheval de bataille. L'école de la deuxième chance est une initiative de plus pour ce qu'il conviendrait plutôt d'appeler l'employabilité. Les trente premiers stagiaires arriveront en novembre avec un niveau de formation très faible, pour certains quasi-nul. Ils seront une centaine l'an prochain à se partager entre formation et stages, encadrés par cinq formateurs.
La ville met une ancienne école, rénovée pour un montant de 45 000 €, à disposition. Le budget annuel de E2C01, le nom de cette association présidée par une figure du monde industriel et sportif, Gérard Goujon, sera abondé par la Région, l'État et divers contributeurs institutionnels ou économiques. Il a été évalué à près de 550 000 €. L'école de la deuxième chance a trois ans pour faire ses preuves et permettre des copier/coller dans l'Ain.

Bénéficiaires du RSA

Contrôler et orienter

Le plan d'actions contre la fraude porte ses fruits, en termes d'impact budgétaire mais aussi d'accompagnement des bénéficiaires.

Le plan de lutte contre la fraude et pour une gestion rigoureuse du RSA a généré en 2017 un total de montants non versés, suite aux sanctions et refus de dispense, de 1,252 M€.
Une économie non négligeable, qui contribue à poursuivre les actions pour l'insertion.
Depuis la mise en place du Groupement départemental anti-fraude (GDAF) en 2015, 7 931 convocations ont été envoyées ; 3 169 entretiens ont été menés mais la plupart font leurs démarches, en parallèle ou après avoir été sanctionnés. 26 % des bénéficiaires sanctionnés n'ont pas cherché à lever leur sanction. 21 % n'ont pas réitéré leur demande de RSA suite à une radiation après 4 mois sans droits. Mieux suivre les bénéficiaires permet de mieux les orienter et les accompagner. Au 30/6/18, 7 404 foyers bénéficient du RSA (contre 7 452 au 30/6/17).
Montant mensuel moyen en juin 2018 : 473 € (461 € en juin 2017). Montant des indus frauduleux au 30/9/18 : 562 804 € (au 30/9/2017 : 604 225 €).

Les bénéficiaires du RSA peuvent participer à l'un des groupes ressources pour échanger sur la gestion du dispositif.

Emploi
insertion formation

Une formation pro pour les animateurs

À Béligneux, la formation professionnelle BPJEPS Loisirs tous publics proposée par l'Afocal et Alfa3a fait sa deuxième rentrée en janvier. Ouverte à tout candidat d'au moins 18 ans, titulaire d'un diplôme dans l'animation ou d'une expérience de 200 h, elle se déroule sur une année, en alternance, alliant théorie et pratique. La spécialisation LTP permet d'obtenir une équivalence BAFD pour diriger des accueils collectifs de mineurs.
https://aura.afocal.fr
Tél. 04 78 42 07 69

Jobs pour les jeunes

Le Bureau information jeunesse et la Maison des étudiants ont mis en ligne un service gratuit facilitant la mise en relation entre les familles et les jeunes proposant de garder des enfants ou d'aider des écoliers à leurs devoirs. Pour déposer une offre ou une demande, se connecter sur le site Internet jeunes01.fr, onglet Plus +, rubrique Service de baby-sitting et soutien scolaire.
www.jeunes01.fr

Des clés pour réussir du CAP au bac + 5

Nouveaux nom, concept, dates et exposants : l'événement annuel organisé par le Département avec les chambres consulaires, l'Inspection académique, le CIO et les fédérations parents d'élèves, afin de guider au mieux les collégiens vers la vie active, devient Ain'Formations Orientation (et non plus Métiers) et débute au plus tôt. Du 9 octobre au 15 janvier, huit rencontres, dans huit collèges de l'Ain, permettent aux élèves et à leurs parents d'échanger avec des jeunes témoignant de leurs parcours de formation et leurs choix, et des experts de diverses filières. Les trois jours de salon, où sont attendus de nombreux collégiens, se dérouleront toujours à Ainterexpo mais sans tarder : du 31 janvier au 2 février 2019.

inter·action 97
LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN
OCTOBRE 2018

LES ALANIERS

Service compris

CAHIER PARTENAIRES

SOMMAIRE

CAHIER PARTENAIRES

22 | 23

Alfa3a
DES DISPOSITIFS "BOUSSOLES" POUR LES RÉFUGIÉS

24 | 25

ADAPA
"VIS LA VILLE" EST DEVENUE RÉALITÉ À OYONNAX

26 | 28

Bourg Habitat
DE NOUVELLES COULEURS POUR TERRE DES FLEURS

28 | 29

ADS
AIN DOMICILE SERVICES NOUS A RÉPONDU TOUT DE SUITE

32 | 33

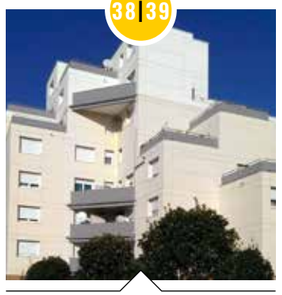
Adapei de l'Ain
HANDICAP ET SCOLARITÉ SE RAPPROCHENT

34 | 35

Département
LES ACTIONS COLLECTIVES SONT DES BOOSTERS

36 | 37

Caf
LA COG 2018-2022 ET SON APPLICATION CONCRÈTE


38 | 39

Dynacité
RENOUVELLEMENT URBAIN À VAULX-EN-VELIN

40 | 41

MSA
BULLE D'AIR FAIT SA PLACE DANS L'AIN

Les livres de la PEEP
La bourse a la cote

Les manuels scolaires « papier » pèsent toujours lourd mais pas forcément côté porte-monnaie, grâce aux associations de parents d'élèves et à la Région.

> La PEEP est une association indépendante, apolitique. Le seul but, c'est rendre service aux familles, accompagner les élèves dans leur progression scolaire.
>
> **DENIS LECHIEN**
> PRÉSIDENT DE LA PEEP DE BOURG-EN-BRESSE

Ne dites plus « bourse aux livres » mais « bibliothèque scolaire » pour ne pas froisser les libraires. L'action n'est pourtant pas neuve : chaque année, les associations de parents d'élèves proposent une location gratuite de manuels scolaires. Exemple à la PEEP de Bourg, où elle permet aux familles de près de 2 000 élèves des trois établissements publics d'économiser de 150 à 250 €. Il leur suffit d'adhérer à l'association (14 € par an) et d'utiliser le Pass'Région.

De l'organisation des retours des manuels à leur distribution, l'action requiert toutes les forces vives de la PEEP : une trentaine de bénévoles, une salariée à temps plein et, de mai à octobre, une seconde à temps partiel.

L'action ne s'arrête pas là : la PEEP de Bourg a mis en place, pour les Secondes, un achat groupé de calculatrices adaptées au bac de 2021. Elle leur offre une clé USB et, pour ceux en option physique-chimie, une blouse. Les collégiens ne sont pas oubliés : les élèves de Bourg, Péronnas, Saint-Denis, Ceyzériat et du lycée Gabriel Voisin, peuvent bénéficier de kits de fournitures scolaires à prix avantageux, distribués dès juin.

À noter aussi : l'organisation de stages de pré-rentrée, de révision bac, et toute l'année, de cours de soutien scolaire, en petits groupes, en maths, français, anglais et physique, animés par des professeurs. ■

Rendez-vous pour la distribution des livres de rentrée, trois jours en juillet dans les lycées, trois jours fin août à la salle Saint-Roch.

> Un prêt va environ de 5 à 12 livres par élève, de 8 en 10 en seconde. Les livres ont une durée de 3 ans minimum, selon les changements de programmes ; certains tournent depuis plus longtemps. On demande aux familles de les couvrir, d'en prendre soin. Tous les ans, on en renouvelle environ 2 000.
>
> **LAURA FOREY -** PERMANENTE DE L'ASSOCIATION

20 000 livres sont remis aux élèves l'été précédant la rentrée puis récupérés pour la rentrée suivante.

Tracer les chemins de l'intégration

Alfa3a accueille et accompagne chaque année environ 3 000 personnes au titre de la demande d'asile. L'association témoigne d'une vraie expertise en matière d'intégration. Elle s'attache à proposer à chacun une solution personnalisée et complète.

PAR **CHRISTOPHE MILAZZO**

Intégrer, c'est permettre aux bénéficiaires d'une protection internationale d'être inclus dans la société d'accueil. C'est surtout travailler sur la langue, le logement, la santé, la scolarité et l'emploi. Alfa3a propose cinq types de réponses qui s'adapte à chaque profil de réfugié.

– À Miribel, le CPH œuvre à l'insertion socio-professionnelle de familles de réfugiés pendant neuf mois, renouvelables deux fois trois mois.
– Ouvert en avril à Bourg-en-Bresse, le CTR accueille familles, isolés et jeunes venus d'Afrique Subsaharienne. Ils sont accompagnés 12 mois, répartis entre un hébergement sur place de 4 à 6 mois puis un suivi en logement autonome.
– Depuis janvier 2017, le programme Arise cible des familles syriennes, repérées dans des camps de réfugiés. Elles arrivent directement dans des logements autonomes, choisis par Alfa3a. Après une première vague répartie entre Belley, Saint-Rambert-en-Bugey et Ambérieu, les familles sont arrivées cette année à Bourg. *« C'est peut-être la version la plus vertueuse car ils sont chez eux sans délais »* explique **Bertrand de Foucauld**, directeur du pôle action sociale. L'ouverture des droits est assurée par Alfa3a qui fait progressivement glisser ces responsabilités vers le droit commun. Le suivi se fait à domicile avec quelques rencontres régulières. L'autonomie est aussi acquise grâce à un bail glissant, passant d'Alfa3 au nom de la famille.
– Porté comme Arise avec l'association Forum réfugiés Cosi, le PRIR permet depuis octobre 2017 l'accompagnement à l'emploi et au logement de réfugiés ne relevant d'aucune structure.
– Le Service médiation intégration assure des permanences socio-juridiques à Bourg et Oyonnax sur le droit des étrangers. Il propose aussi dans ces villes des agents de médiation à la Poste, sans oublier le rôle de l'agent de développement local pour l'intégration, porteur d'actions variées notamment avec l'association Ain'Pacte. ■

INSERTION

L'intégration c'est :

— **25,5 ETP**

— **2,4 M€ de budget**

— **Cinq dispositifs :**
- Le **PRIR** (Programme régional d'intégration des réfugiés) suit 87 personnes dont 22 isolés et 15 familles.
- Le **CPH** (Centre provisoire d'hébergement) propose 60 places à des familles.
- Le **CTR** (Centre de transit des réfugiés) accueille 60 personnes.
- Arise permet, sur trois ans, l'accueil de 120 Syriens en logement autonome.
- Le service médiation intégration offre un accompagnement socio-juridique et des actions pour l'intégration.

PRIR de l'Ain
8, boulevard de Brou
01000 Bourg en Bresse
04 74 24 44 45
Accueil sur rendez-vous
du lundi au vendredi
9h -12h et 14h -17h

Tous les programmes bénéficient de l'expertise d'Alfa3a sur le logement, la formation, l'emploi et l'accès aux soins.

Bertrand de Foucault, directeur du pôle anction sociale

Installée à Bourg depuis juillet avec le dispositif Arise, la famille Hamada a bénéficié de l'accueil et du soutien de ses voisins. Elle a reçu Alain Régnier, le délégué ministériel à l'intégration des réfugiés lors de sa visite dans l'Ain le 16 octobre.

« Alfa3a a fait de son mieux. Toute l'équipe est sympa et je leur dis merci car ils m'aident à avoir ma maison. »

TÉMOIGNAGES

Un nouveau **départ**

Arrivée au CTR en avril, Marie-Claire Yao-Koumané s'apprête à emménager dans sa maison à Péronnas. Un soulagement après près de vingt ans d'exil. Contrainte de fuir la Côte d'Ivoire en 2000 et 2005 pour son engagement politique, elle a trouvé deux fois refuge au Niger. Mais en 2018, une sombre histoire de brutalité envers ses enfants la force à partir.
Pour elle qui n'avait jamais connu de camps de réfugiés, la vie en collectivité n'est pas toujours évidente. *« Tous les jours, c'est difficile. À chaque fois que je me souviens du passé, de ce que j'ai vécu, je pleure »* explique-t-elle. *« Maintenant, je suis heureuse car je vais pouvoir m'installer. »* En six mois, l'équipe l'a aidée pour l'accès aux droits et suivre des cours de français. Depuis septembre, ses cinq enfants sont scolarisés. *« Je vais partir d'ici en octobre. Je veux être installée, être bien et ensuite travailler et oublier ce qui s'est passé. »* ■

En bref

Agir pour l'emploi

Suite à un appel à projets du ministère du travail, Alfa3a s'est intéressé aux bilans de compétences pour les réfugiés et aux réseaux à créer pour sécuriser leur accès à l'emploi. Autant de chantiers où des synergies seront possibles avec la Mife. Ainsi, l'événement « Un jour, un emploi » sera décliné pour les réfugiés. Comme lors des éditions précédentes, il s'agira de favoriser des rencontres entre des personnes motivées et des entreprises plus prêtes à parier sur des individus que sur des compétences. Enfin, une convention va être signée avec Manpower pour favoriser le placement des réfugiés en intérim.

UN ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISÉ

Cap sur l'emploi **et le logement**

Pour les plus autonomes et volontaires, le PRIR propose un accompagnement aux aspects centraux de l'intégration.

Ici pas de choc culturel. Les réfugiés qui poussent la porte sont en France depuis six mois à deux ans. Orientés vers le PRIR à leur sortie du Cada ou Dhuda, la prise en charge débute une fois qu'ils sont installés en logement autonome.*« Les trois quarts sont locataires au foyer de Miribel. Notre but est de les sortir vers des logements ordinaires »* explique **Alexandra Tiroumourougane**, chargée d'insertion. L'accompagnement dure six mois avec la possibilité de l'étendre de 3 ou 6 mois.

LA LANGUE, CONDITION ESSENTIELLE POUR L'EMPLOI

« C'est notre travail principal. On arrive toujours à se comprendre mais c'est plus difficile avec les patrons » résume **Alexandra Tiroumourougane**. *« Certains employeurs peuvent avoir peur des démarches ou n'osent pas car ils ne connaissent pas »* ajoute **Léna Joly**, chargée d'insertion. Pour y remédier, Pôle emploi propose des cours. Mais alors que certains sont analphabètes, le chemin reste long. *« Beaucoup sont en formation ou en emploi »* conclut **Léna Joly**. *« Ça prouve qu'ils en veulent. »*

L'objectif du programme est de leur mettre un pied dans l'emploi, en fonction de ce qu'ils savent et veulent faire, et d'aller vers l'autonomie dans le logement et les démarches administratives.

« ILS M'AIDENT BEAUCOUP ET JE SUIS CONTENTE »

Venue d'Albanie en 2015, **Ardjana** a passé du temps à Hauteville et Vonnas avant d'arriver à Bourg. Depuis octobre 2017, elle est suivie par le PRIR : *« ils m'expliquent comment faire les papiers quand je ne comprends pas. »* Déjà, elle a suivi une formation de cinq mois pour apprendre le français. Après des stages, elle cherche maintenant un emploi. Bien qu'assez autonome, Ardjana sait qu'elle peut compter sur le PRIR. *« Je suis très contente de travailler avec les personnes d'ici »* confie-t-elle. ■

Des projets plein la tête

Mêler prise en charge individuelle classique et interventions collectives pour les personnes en situation de handicap : pour l'ADAPA, c'est une nouveauté. Mais pour les résidents du projet Vis la Ville d'Oyonnax destiné aux cérébro-lésés, c'est une chance de retrouver de l'autonomie.

PAR **CHRISTOPHE MILAZZO**

Après trois mois, fini le rodage ! *« On avait besoin d'un temps pour se connaître, pour s'adapter »* explique **Jennifer Garibian**, aide médico-psychologique au Samsah (Service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés) du CRLC. *« Ils ont besoin d'une certaine routine. Maintenant, tout le monde est à l'aise. »* La prochaine étape pour le groupe est de s'approprier les lieux.

ACTEURS DE LEUR VIE

En plein centre d'Oyonnax, les appartements permettent de sortir faire les courses, se promener ou aller boire un verre. Tout l'été, les locataires ont pu profiter d'un véhicule de l'Adapa pour parcourir la région : restaurants, lac de Sylans, H2M à Bourg, VTT… Bientôt, le médecin définira clairement les activités sportives possibles pour chacun. Mais, ces sorties ne sont pas choisies au hasard. Elles sont débattues en conseil de vie, autre rituel du vendredi rassemblant locataires, CRLC, Adapa et Vis la ville. Pendant deux heures, chacun donne son ressenti sur les activités de la semaine passée et prépare celles à venir. Ce vendredi, Marina regrette le déroulement d'une sortie en calèche. *« J'ai aimé mais j'avais l'impression d'être dans la petite maison dans la prairie ! »* Ce qu'elle voudrait, c'est monter à cheval.

En ce sens, elle a pris tous les renseignements nécessaires pour y retourner par elle-même. Récemment, les locataires ont proposé un accompagnement collectif de quatre heures, un samedi sur deux, contre deux heures tous les samedis, pour aller plus loin et pouvoir souffler en alternance. Enfin, une future rencontre avec une résidence Haissor a été évoquée. ■

En plus des prises en charge individuelles, l'Adapa assure des temps collectifs, précieux pour rompre l'isolement, qui font toute la spécificité du projet. Une première qui motive les intervenants, tous volontaires et expérimentés dans le champ du handicap.

QUI ?

ADAPA
L'aide à domicile pour tous

PLAN HANDICAP 01

Historique

— 2016 :
- Janvier : lancement
- Avril : premières rencontres

— 2017 :
- Septembre : sélection des dossiers
- Décembre : formation des intervenants de l'Adapa avec le CRLC (Centre ressources pour lésés-cérébraux)

— 2018 :
- Janvier : entretiens
- 28 mai : ouverture des logements

Les moyens

— Quatre logements dont trois occupés.

— Cinq dossiers refusés (personnes pas suffisamment autonomes).

— 30 heures par semaine d'activités communes.

— 10 intervenants de l'Adapa spécifiquement formés par le CRLC.

D'ici quelques semaines, baby-foot et fléchettes devraient rejoindre l'espace collectif. En attendant, Nicolas, Wilfried et Marina peuvent déjà organiser des parties de jeux vidéos.

Innover pour l'autonomie des cérébrolésés

Vendredi, 10 heures. Agnès Rebillard, auxiliaire de vie Adapa, arrive rue Anatole France à Oyonnax. Elle est rejointe par Jennifer Garibian, puis Marina, Wilfried et Nicolas, les trois locataires qui rejoignent la salle commune pour un café.

Plus tôt, Nicolas, souffrant de difficultés motrices, a bénéficié d'une aide individuelle tout comme Wilfried. *« Ils ont une autonomie correcte mais la prise d'initiative peut être difficile »* précise Agnès Rebillard. Au programme, comme trois fois par semaine : préparer un repas collectif. Exceptionnellement, Nicolas part à Bourg avec ses parents pour essayer des fauteuils électriques. *« Comme ça, tu seras encore plus autonome »* lui souffle Marina.

L'idée est que chacun puisse rester aussi longtemps qu'il le souhaite. Pour réajuster les heures d'aides individuelles, le Samsah achève des évaluations. Un projet d'accompagnement individuel sera développé en fonction des capacités et désirs de chacun.

Pour que l'équilibre s'installe, l'homogénéité du collectif est indispensable. Chacun doit pouvoir se compléter. Déjà, un sentiment d'entraide se fait ressentir. Mais Marina se projette déjà dans un avenir hors de ses appartements qu'elle espère proche. *« Je suis née à Oyonnax mais je n'aurais pas été contente de rester seule ici si Wilfried n'avait pas été là. »* Haut-savoyard, Wilfried a rencontré Marina au foyer d'accueil médicalisé de Saint-Martin-en-Haut. *« Je me plais bien à Oyonnax parce que j'y suis avec ma chérie ! On a tous nos tempéraments, mais ça se passe bien. »*

> L'accompagnement collectif est ce qui motive.

Nicolas aussi est passé par le foyer. Après un retour chez ses parents, il intègre progressivement son appartement oyonnaxien, partageant son temps avec la maison familiale. Une prise d'autonomie progressive qui révèle de nombreuses capacités. ■

3 QUESTIONS À

Thierry Souchère

PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION VIS LA VILLE QUI PORTE LE PROJET

D'où vient l'idée du projet ?

En 2009, ma fille Marina a eu un accident. Traumatisée crânienne, elle souhaitait un retour à sa vie d'avant. Après cinq ans en foyer elle avait progressé mais ne pouvait pas vivre seule. Il reste alors le placement définitif ou le retour en famille. Mais dans ce cas, nos enfants n'ont plus de vie privée. Je voulais une intégration complète dans un immeuble avec une partie commune pour créer une cohésion. Je me suis renseigné et on est allé voir les politiques. La Semcoda s'est impliquée et on a créé Vis la ville pour porter le projet avec l'AFTC (Association française des traumatisés crâniens) comme marraine.

Comment ça fonctionne ?

L'innovation, c'est la mutualisation d'heures. Tous les locataires ont une Prestation de Compensation du Handicap avec des heures individuelles pour aider au quotidien. Si on mutualise une heure par jour et par personne, avec quatre locataires, on arrive à 30 heures par semaine. L'admission s'est faite avec une commission regroupant le CRLC et un médecin spécialisé dans le traumatisme crânien pour valider le niveau d'autonomie demandé.

Vous arrivez à trouver le bon équilibre ?

Il le faut pour eux et pour les familles même si, pour certains, il y a un déni du handicap. Ma fille se plaint qu'il y a trop d'aide. À terme, le CRLC ne viendra plus que pour le collectif, c'est nouveau aussi pour eux. Déjà, il n'y a plus personne après 19 heures ou le dimanche. S'ils veulent sortir, ils peuvent. La prochaine étape est de trouver un quatrième locataire et d'améliorer la vie ici. Ensuite, on va essayer de reproduire ça ailleurs.

Pendant les travaux, la vie continue !

Les Tulipes refleurissent ! Débuté à l'automne 2017, le long chantier de rénovation des 168 logements situés dans le quartier Terre des Fleurs bat son plein. Rencontres sur le terrain.

PAR **ANNICK PUVILLAND**

Fini le gris : les premières façades rénovées du quartier Terre des Fleurs, au 8, 16 et 18 de la rue des Tulipes, arborent un beau blanc lumineux rehaussé d'orange. À l'entrée de chaque allée, un interphone a été installé. À l'intérieur, un ascenseur dessert désormais les étages. Du sol au plafond, les appartements ont entièrement fait peau neuve : électricité, carrelage, faïences, peinture, VMC, remplacement des équipements sanitaires et de chauffage, des portes et fenêtres… Mieux isolés, ils ont gagné en performance énergétique et confort pour les locataires. En face, les travaux battent leur plein dans un autre bâtiment de cet ensemble construit dans les années 1972-75. Début 2020, au terme du vaste chantier lancé en septembre 2017, les quatre immeubles auront été entièrement réhabilités : désamiantage, isolation, rénovation extérieure et intérieure des 168 logements. Un camion de déménagement stationne : aujourd'hui, c'est au tour d'un locataire du 10 de la rue des Tulipes de s'installer dans un des appartements aménagés pour le relogement temporaire des résidents, au 14 et 17 de la rue, durant les travaux. Christine Vieban, de Citinea, lui a confirmé le rendez-vous. Tout est prêt. Six mois plus tard, les déménageurs seront à nouveau là. Cette fois, le trajet s'effectuera en sens inverse.

MAÎTRE-MOT : ACCOMPAGNER LE LOCATAIRE

Au quotidien, les chargés d'opération, de secteur et de relogement de Bourg Habitat et l'équipe de Citinea, l'entreprise générale de travaux missionnée pour la maîtrise d'œuvre sociale et le suivi du chantier, accompagnent les locataires.

Un accompagnement conjugué au collectif – réunions d'information avec les résidents de chaque bâtiment, organisation de rencontres conviviales, partenariat avec le centre social… – et à l'individuel : visites à domicile préparatoires aux travaux et au déménagement, organisation des déménagements… ■

BOURG Habitat

CHANTIER

LES TULIPES EN CHIFFRES

— **4 bâtiments,** 11 allées, 168 logements, du T1 bis au T5.

— **27 semaines de travaux** par phase.

— **36 appartements** équipés pour le relogement temporaire des locataires, avec cuisinière, meuble bas de cuisine et petits meubles d'appoint si besoin.

— **Plus de 2 ans de travaux.**

— **Création d'une chaufferie biomasse.**

— **Budget :** 12 M €.

— Maîtrise d'œuvre sociale et suivi des travaux : **Citinea.**

— **Clause d'insertion :** 4 472 h prévues, plus de 5 600 h réalisées.

www.bourg-habitat.com

« Avant, il fallait un chauffage d'appoint l'hiver. J'entendais les trains passer. J'étais content quand Bourg Habitat nous a annoncé le projet de rénovation ! Les déménagements, c'est une contrainte mais c'est un mal pour un bien. Le logement provisoire, c'est pratique. Il était grand et plus chaud. » Locataire à Terre des Fleurs depuis 22 ans, Thierry Fion apprécie le nouveau confort de son T2 qu'il a réintégré en juillet. « L'appartement rénové, c'est un gros changement : les sols tout neufs, des prises en plus dans la cuisine, un évier à deux bacs, des nouveaux sanitaires… C'est comme si on entrait dans un bâtiment neuf. » Ses meubles ont retrouvé leur place. « Je vais me rééquiper d'un bureau, je n'ai pas gardé l'ancien.

Les locataires apprécient **leur nouveau confort**

Le 29 octobre, **Antoine Henrard** quittera son studio du deuxième étage du 11 de la rue des Tulipes pour s'installer durant six mois au 17, au même étage, dans un T4. « Tout est pris en charge par Bourg Habitat. On n'a vraiment rien à payer, rien à faire, sauf s'occuper du transfert d'assurance » précise-t-il. « Rénover est une bonne chose. On aura un interphone relié directement au téléphone, une isolation phonique, des fenêtres qui ne seront plus coulissantes, c'est mieux pour aérer…

Dynamique Terre des fleurs !

Le partenariat avec le centre social voisin contribue à la dynamique du quartier.

Ambiance conviviale le mercredi 19 septembre à midi, autour d'un savoureux buffet préparé par le centre social Terre en couleurs.

Il est tout proche et de nombreux résidents de Terre des Fleurs le fréquentent : le centre social Terre en couleurs participe tout naturellement à la dynamique du quartier. *« Nous sommes associés aux réunions d'information collectives. Un climat de confiance s'est créé entre Bourg Habitat, Citinea et le centre social, pour que les habitants vivent au mieux leur déménagement et leur réaménagement »*, résume **Imène Mabrouki,** responsable du secteur adultes. Des actions telles que le repas partagé de septembre créent et confortent le lien social.

Les ados de l'Espace jeunes sont aussi partie prenante. En juillet, huit d'entre eux se sont investis pour sensibiliser les locataires aux écogestes pour réduire la consommation d'énergie et profiter au mieux de leur nouveau confort.

COUP DE POUCE À L'EMPLOI ET L'INSERTION

> Pour que les habitants vivent au mieux leurs déménagements.

Depuis octobre 2017, le 14 de la rue des Tulipes accueille une permanence des Points Info Emploi de CA3B, le premier mercredi du mois, de 10 à 12 heures. L'occasion pour les habitants de rencontrer des entreprises qui recrutent. La clause d'insertion inscrite dans l'opération de rénovation a fonctionné à plein : 4 472 heures étaient prévues au marché ; fin août, plus de 5 600 heures étaient réalisées, dans 13 entreprises, par 26 personnes, dont 3 femmes, bénéficiant ainsi d'une étape dans un parcours vers l'emploi durable. ■

Les ados de l'Espace jeunes ont visité l'appartement-témoin et réalisé un guide des éco-gestes.

3 QUESTIONS À

Christine Viéban

CHARGÉE DE MISSION À CITINEA

Comment s'organise un tel chantier ?

Ma mission a débuté en avril 2017. J'ai pris contact avec chaque locataire et organisé leur relogement, en tenant compte de leurs demandes, en lien avec Bourg Habitat. Tous sont relogés dans un appartement de même type ou plus grand, à un étage identique. Avant chaque étape, je prends rendez-vous avec la personne, chez elle, pour préparer les travaux, le déménagement. C'est très important d'expliquer, de rassurer, de répondre à toutes les questions du locataire, de donner la bonne info, d'être réactive. Je rappelle toujours un locataire qui a cherché à me joindre, même le week-end. Déménager est compliqué pour certains, peut déboussoler. Il y a un côté très social dans mon travail et un côté technique. Je suis en contact avec les travailleurs sociaux aussi.

Vous êtes présente sur le site au quotidien ?

Oui, du lundi au vendredi, tout comme le responsable d'opérations. Les locataires savent où est le bureau, dans l'ancien local judo. S'ils ont un problème technique, je le règle, seule ou avec les entreprises présentes sur le chantier.

Un accompagnement collectif est en place aussi ?

Bourg Habitat fait des réunions d'information. Fin août, nous avons proposé aux locataires un concours de pétanque. En septembre, il y a eu un repas partagé organisé par Bourg Habitat, préparé par le centre social. Tout le monde était convié : les locataires, les entreprises présentes sur le chantier…

Plus de proximité
Plus de qualité

L'association développe son réseau d'antennes de proximité, afin d'agir au plus près des bénéficiaires, des salariés et des partenaires. Exemple à la nouvelle agence Dombes, à Chalamont.

PAR **ANNICK PUVILLAND**

À l'angle de la route de Bourg, au cœur de Chalamont, la nouvelle antenne d'Ain Domicile Services, ouverte depuis le 1er juin, a pignon sur rue. Ses huit aides à domicile – dont un homme – interviennent auprès d'une quarantaine de bénéficiaires. *« Avant, le secteur était réparti entre les antennes de Meximieux, Bourg et d'Ambérieu. L'antenne renforce la proximité avec les personnes et les familles »*, explique **Amandine Fournier**. Responsable de secteur, elle accueille et renseigne les familles, se déplace au domicile de la personne pour les visites d'évaluation, apporte une aide administrative aux dossiers de demande de prise en charge, organise les plannings des interventions...

Les salariés apprécient aussi cette nouvelle proximité, qui renforce les liens avec leur nouvelle responsable de secteur et entre eux, réduit les déplacements pour les réunions mensuelles d'équipe, et offre un nouveau confort de travail : *« Ils peuvent venir se poser entre deux interventions, manger au chaud. »* Les locaux comprennent une conviviale salle de réunion avec coin cuisine, au côté du bureau d'Amandine.

Une antenne locale, c'est un « plus » aussi pour les candidats au métier d'aide à domicile. Les associations recrutent en permanence. Sur le secteur de la nouvelle antenne, deux à trois salariés supplémentaires seraient les bienvenus. Proximité il y a également avec les partenaires locaux. En poste dès avril afin de préparer au mieux l'ouverture de l'antenne, Amandine a *« démultiplié les rencontres avec les maires, les cabinets médicaux, les infirmiers, les kinés, les centres sociaux... »* rappelle **Grégory Bornuat**, directeur adjoint d'Ain Domicile Services. L'antenne a d'ailleurs été aménagée dans des locaux loués par un cabinet infirmier, au rez-de-chaussée.

Partenaire du collectif « bien vieillir » au côté entre autres de la mairie et du centre social, elle participe à l'organisation d'actions de prévention, de sorties, d'animations pour la Semaine bleue...

Renforcer la proximité, c'est renforcer la qualité de service. *« Un bureau plus proche des bénéficiaires, des salariés, des partenaires, ça change la relation au quotidien »* souligne Amandine Fournier. ■

> L'antenne renforce la proximité avec les personnes et les familles

Responsable de secteur, **Amandine Fournier** est à l'écoute des personnes accompagnées et des familles, coordonne l'équipe d'intervenants, engage des actions avec les partenaires locaux.

PROXIMITÉ

Ain Domicile Services en chiffres

- **Association** créée le 25/01/1988
- **12 bénévoles** administrateurs
- **197 salarié(e)s** en prestataire
- **123 aides à domicile** en mandataire
- **Une équipe administrative et d'encadrement** (17,39 ETP, équivalent temps plein)
- **Plus de 1 557 personnes** accompagnées, dont 60 % de plus de 80 ans
- **229 970** heures d'intervention
- **8 secteurs** de proximité (9 bureaux), couvrant 219 communes
- **9 véhicules** destinés à l'accompagnement véhiculé

* Chiffres 2017.

www.ain-domicileservices.fr
tél. 04 74 21 42 52
contact@ain-domicileservices.fr
twitter : @aindomservices
facebook : @aindomicileservices

Raymonde et Sylviane

TÉMOIGNAGES

Une bienveillance réciproque

« *J'ai 92 ans, une DMLA* : je ne peux plus faire grand-chose seule !* » s'excuse en souriant **Raymonde Gilet**. Sa fille Sylviane revenue vivre près d'elle, jeune retraitée et bénévole très active dans diverses associations, l'accompagne au quotidien : *« Une femme de ménage venait chaque semaine. Mais ma mère est de plus en plus dépendante. Ma sœur s'est renseignée au CLIC sur ce qui existe pour les personnes âgées, Ain Domicile Services nous a répondu tout de suite »*. **Amandine Fournier** a rencontré Raymonde et sa fille à leur domicile à Lent, a défini avec elles les besoins, a informé sur la possibilité de prise en charge par l'APA. Le service s'est mis en place rapidement : depuis le 5 juin, deux salariées, **Audrey Charvolin et Sylvie Haudebourg,** apportent leur aide à l'entretien de l'appartement, l'une le mardi, l'autre le vendredi, pour au total dix-huit heures par mois. *« Elles font bien leur travail. Elles sont sympathiques et gentilles avec moi, je le suis avec elles. Je leur fais confiance »* poursuit Raymonde. Douillettement installée dans son fauteuil, elle aime bien aussi discuter et plaisanter avec elles. *« Je marche difficilement mais elles m'ont bien dit qu'elles pouvaient m'emmener sortir si je voulais. Je suis bien entourée, j'ai aussi le kiné qui vient deux fois par semaine. »* Sa fille Sylviane apprécie également la précieuse aide des intervenantes à domicile, qui allège les tâches quotidiennes. ■

* dégénérescence maculaire liée à l'âge

Samedi 8 septembre, la nouvelle antenne était présente au forum des associations de Chalamont, à la salle polyvalente. « Des personnes sont venues se renseigner sur les services pour elles ou leurs proches » indique Amandine Fournier.

Les petits « plus »

Au cœur des centres-villes

L'implantation d'une antenne en milieu rural ou semi-rural participe au maintien des équipements, services et commerces, et à la redynamisation des cœurs de village. À Marboz, en octobre, l'antenne Bresse Revermont, auparavant sise au sein du foyer-logement, s'installe en plein centre-ville, avec vitrine, au 28 Grande rue. Ce même mois, l'antenne d'Oyonnax ouvre un bureau dans le nouvel Espace santé Mont Royal à Montréal-la-Cluse.

Un service d'accompagnement véhiculé

Sur l'ensemble de ses secteurs, l'association propose un service d'accompagnement véhiculé permettant à toute personne âgée ou handicapée – pas forcément bénéficiaire d'une aide à domicile – de se rendre à un rendez-vous ou une activité, et de conserver ainsi une autonomie. À Oyonnax, la Ville prend en charge une partie du coût du service, réduisant le tarif restant à payer par l'usager. À Attignat, une convention a été signée en juillet avec le centre communal d'action sociale afin de développer ce service auprès des habitants, le CCAS s'engageant à participer à hauteur de 5 € dans la limite de trois heures par déplacement, deux fois par mois.

Le service d'accompagnement véhiculé fonctionne sur les huit secteurs d'intervention de l'association : Belley, Bourg et couronne, Bresse Revermont, Bresse Val de Saône, Bugey, Côtière, Dombes, Oyonnax Montréal-la-Cluse.

Un véhicule pour les aides à domicile

Depuis septembre, dans chaque antenne, un véhicule est mis à disposition des aides à domicile ayant une difficulté temporaire de déplacement (voiture personnelle en panne, remplacement nécessitant un long trajet...).

En pratique

— Les jeunes de l'ITEP souffrent de troubles psychologiques qui se traduisent par des **troubles du comportement** impactant la socialisation et les apprentissages.

— L'ITEP rassemble **quatre ateliers techniques** : espaces verts, hygiène/entretien, service en salle et restauration.

— Chaque jeune est sensibilisé aux **différents métiers** avant d'exprimer des vœux.

— Une vingtaine de jeunes de 15 à 18 ans se répartit entre **les ateliers cuisine et service**.

— Dans chaque atelier, deux sous-groupes alternent une **semaine d'enseignement** spécialisé et une semaine technique.

— Le restaurant est ouvert du **lundi au jeudi**, sur réservation.

— Un repas coûte **11 €** et comprend entrée, plat chaud, fromage et dessert.

— Pour réserver : **04 74 22 14 12**

Côté cuisine et côté salle

Le resto po ur de vrai

Préparer un repas et le servir, c'est travailler pour les autres. Une recette qui permet au restaurant d'application de l'ITEP des Alaniers de Brou d'être une passerelle vers l'avenir pour les jeunes qu'il accueille.

ENQUÊTE **CHRISTOPHE MILAZZO**
PHOTOS **SEBASTIEN TOURNIER**

Pour s'inscrire dans un certain rythme, le menu change toutes les sept semaines.

À première vue, rien ne distingue ce restaurant de milliers d'autres : les tables bien dressées, le menu du jour, une cuisine moderne. Pourtant, situé dans l'enceinte de l'ITEP des Alaniers de Brou géré par l'Orsac, sa mission ne se limite pas à satisfaire l'appétit. « Nous développons les compétences des jeunes pour qu'ils assument les aléas de leur vie sur le plan scolaire, professionnel et social » décrit **Gilbert Guy**, son directeur. *« Dans l'atelier, nous mettons le jeune dans une situation concrète où il peut chercher, expérimenter et trouver comment s'y prendre. »*

Chaque jeune a une mission : réchauffer, fabriquer… Le menu unique permet d'anticiper la production plusieurs jours à l'avance pour éviter du stress et garantir que tout soit prêt quand les clients arrivent.

La cuisine est faite maison et valorise les produits de saison.

Un travail particulier porte sur la compréhension, la dextérité et la mémoire.

Les jeunes s'occupent aussi de la caisse et du stock de boissons.

Un lieu de passage pour se construire

En cuisine comme en salle, pas de professeurs mais des éducateurs techniques spécialisés qui montrent ce qu'est la vie professionnelle. *« Le restaurant est un outil pédagogique dont ils peuvent se servir comme tremplin vers autre chose »* explique **Évelyne Buellet**, éducatrice technique spécialisée de l'atelier service. *« Progressivement, on leur redonne confiance. Ils apprennent à respecter leur travail, celui des autres, à produire quelque chose qui n'est pas que pour eux et à gérer leurs soucis autrement. »* Même si c'est l'occasion d'apprendre des techniques de service et du jargon de cuisine, la plupart des leçons sont transférables ailleurs : se poser les bonnes questions, mesurer, planifier, construire une stratégie… *« J'essaie aussi de faire les courses avec eux pour qu'ils se rendent compte de ce qu'est un magasin, des prix, de la manutention nécessaire »* ajoute **Gaël Exbrayat**, éducateur technique spécialisé à l'atelier cuisine.

Les clients sont souvent dans une démarche de valorisation du travail des jeunes.

Depuis 2017, l'atelier dispose d'une cuisine toute neuve. Un aménagement rendu possible par une rencontre entre l'Orsac et le Rotary Club qui a apporté moyens et équipements. L'ensemble a officiellement été inauguré le 1er octobre 2018. *« Il faut rendre attractif le restaurant. Sinon le travail des jeunes n'est pas valorisé »* estime **Gilbert Guy**. *« Il est important que l'extérieur sache ce que l'on fait. »*

Un travail d'équipe

Le regard de l'autre et la quête de la confiance sont essentiels pour les jeunes. Au quotidien, ils sont amenés à travailler devant leurs collègues ou à donner des prestations à l'extérieur. *« C'est valorisant car quelqu'un de l'extérieur est venu leur demander. Ça leur apporte une reconnaissance »* ajoute **Évelyne Buellet**.

En dehors des temps de repas, les jeunes sont amenés à revenir sur ce qu'ils ont fait pour réfléchir à leur pratique et pouvoir l'améliorer. Tous les jours, ils couchent par écrit les événements et les difficultés de la journée. En fin de semaine, le groupe revient sur les apports théoriques mais aussi sur le comportement de chacun et même des éducateurs. *« On leur fait comprendre qu'ils sont une équipe, qu'ils peuvent travailler ensemble »* résume **Gaël Exbrayat**.

Pour **Gaël Exbrayat,** les ateliers sont aussi un moyen de préserver les valeurs et la gastronomie française.

Une grande partie du savoir-faire repose sur la manière de s'adresser à l'autre. Pour **Evelyne Buellet**, « s'ils peuvent le faire ici, ils en seront capables ailleurs ».

Après un stage l'an passé, **Dylan** était impatient de démarrer le service en salle.

Quand l'école va à l'élève

L'équipe de direction des quatre IME, SESSAD et du SSIS vient d'être complétée. L'occasion pour l'Adapei d'adopter une ligne nouvelle pour s'adapter aux transformations vécues dans les établissements et services. Première leçon : l'école qui apprend la vie.

CHRISTOPHE MILAZZO

La scolarité fournit une base à la vie sociale et professionnelle et concilie les attentes des jeunes et des parents. *« Elles peuvent être en décalage mais un parcours adapté conduit à des progrès »* détaille **Franck Delale**, directeur général adjoint. *« La représentation de l'école, c'est lire, écrire, compter. Quand on réussit, l'ouverture nourrit la progression vers l'autonomie. »* En IME (Institut médico-éducatif), la scolarité est un atout parmi d'autres. *« C'est l'école de la vie »* résume **Nadine Mohaupt**, directrice de l'IME et du SESSAD de Belley. *« Les actions extérieures apportent beaucoup notamment à travers le sport »* ajoute **Laurence Ollart**, directrice de l'IME, du SESSAD (Service d'éducation spéciale et de soins à domicile) et du SSIS (Service spécialisé d'intégration scolaire) d'Oyonnax.

Associés à la scolarité, les IME vivent une transformation de leur public entre inclusion et montée des troubles psychiques ou comportementaux. Un changement qui impose des réorganisations spécifiques. *« L'Adapei doit se requestionner de manière non dogmatique sur ses caps et ses objectifs par rapport aux besoins des enfants »* explique **Franck Delale**. Souvent, les ruptures interviennent au passage d'un cycle, notamment l'entrée au collège, où l'inclusion n'est plus possible. Malgré tout, *« de plus en plus de jeunes n'ont pas connu la scolarité traditionnelle et passent du CAMSP (Centre d'action médico-social précoce) à l'IME. Les attentes sont très fortes »* tempère **Dominique Lalo**, directeur de l'IME du Prélion et du SESSAD de la Dombes.

« Les IME et les SESSAD interviennent quand l'école est en échec. Il faut travailler avec les familles et les enseignants pour limiter la violence » décrit **Nadine Mohaupt**. *« L'IME, c'est l'école. On montre tout ce qui est semblable pour que l'enfant s'y retrouve. »* À Villereversure, des classes inclusives sont intégrées au collège de Saint-Denis-lès-Bourg. Quant aux SESSAD, ils permettent la poursuite d'une scolarité grâce aux interventions individualisées de professionnels. *« Tout modèle inclusif est bon s'il est bien travaillé avec une approche plurielle, en tenant compte des besoins de l'enfant, de son bien-être »* conclut **Franck Delale**.

En fonction des IME, la scolarité peut être centrale ou périphérique par rapport au thérapeutique ou à l'éducatif. Tout part d'une interrogation sur le profil des jeunes.

> Il faut aider l'enfant à grandir et à se construire, avoir une vie semi-autonome et s'inscrire dans une vie d'adulte.

HANDICAP

COUP DE PROJECTEUR SUR :

— **L'IME le Prélion à Péronnas :**
- 110 jeunes dont 66 de 6 à 16 ans.
- 2018 : 41 scolarisés (30 de 6 à 16 ans) entre une heure et 6 h 30/semaine.
- En 2017 : 40 moins de 16 ans non scolarisés.
- Avant l'admission :
  11% non scolarisés
  50 % en maternelle avec AVS
  21 % en ULIS
  18 % en IME

— **Le SSIS d'Oyonnax :**
- 21 enfants de 6 à 16 ans
- Trois groupes d'âge.
- Présents deux fois trois heures par semaine.
- Pris en charge moyenne quatre ans
- Ont des troubles des apprentissages ou du comportement mais sont au-dessus des seuils de déficience.

TÉMOIGNAGES

Au Prélion, l'enseignement cherche sa place

« On a une place particulière. On sent bien qu'historiquement, il n'y avait pas d'unité d'enseignement » explique Camille Morice, enseignante du 1er degré détachée au Prélion. Les enseignants n'y sont présents que depuis une quinzaine d'années. Aujourd'hui, elles sont deux.

La prise en charge est rythmée, les jeunes n'étant pas en mesure de rester longtemps en classe.

> Comme à l'école, le public a complètement été transformé.

RELANCER LA COMMUNICATION

Récemment, la direction a engagé une dynamique de travail conjointe pour faire tomber les barrières entre éducatif et scolaire. *« Nous avons besoin de liens et de communication »* explique **Camille Morice**. *« Il est important de remettre l'école au centre et d'étoffer l'équipe. »* Ces réflexions ont été formalisées dans un projet pédagogique, une première au Prélion. Adopté à la rentrée, il est partie intégrante du projet d'établissement. *« Au départ, il émane des enseignants »* explique Camille Morice. *« Il a été élargi aux psychologues et aux éducateurs. L'objectif est d'échanger avec les éducateurs pour que tous les enfants bénéficient de ce savoir-faire. »*

UN ENSEIGNEMENT FRACTIONNÉ

« La plupart sortent du milieu ordinaire où ils ont beaucoup souffert » précise Camille Morice. Généralement, le travail s'effectue par groupes de trois ou quatre. *« On part de chaque jeune et on les met ensemble par besoins similaires. Mais comme à l'école, le public a complètement été transformé. »* Des projets sont en cours pour ouvrir l'horizon de l'unité d'enseignement. Un projet street art associant des éducateurs mélangera des jeunes de niveaux hétérogènes et proposera de l'inclusion inversée en faisant venir l'école ordinaire à l'IME. Enfin, l'atelier des savoirs, piloté avec une éducatrice, permet de poursuivre la prise en charge après seize ans en préparant au certificat de formation générale.

SOUTIEN À LA SCOLARITÉ

L'intégration scolaire a son service spécialisé

Alors que le SESSAD d'Oyonnax s'oriente vers les difficultés physiologiques, le SSIS apporte une réponse plus adaptée aux difficultés d'apprentissage. Contrairement au SESSAD, les enfants sont transportés depuis leur établissement vers le service où des temps collectifs sont organisés.

Les temps communs dans la salle « le forum » servent à la médiation par le jeu. Ils sont entrecoupés de prises en charge individuelles avec les éducatrices, la psychologue, l'orthophoniste, l'art-thérapeute. Un fonctionnement peu courant qui interroge certains parents qui voient leur enfant retiré de l'école et craignent qu'il perde certains acquis. Pour y remédier, il est nécessaire de leur expliquer les apports et les notions travaillées. Le travail avec les familles et l'école est indispensable pour dissiper tout risque de concurrence.

La spécificité du SSIS : richesse ou poids ? *« Un peu des deux »* répond en chœur l'équipe. Une réflexion est en cours sur l'avenir d'un service qui n'est pas adapté à tous. Pour certains jeunes, quitter l'école peut être difficile.

Un sentiment renforcé par la localité du SSIS, au sein des locaux de l'IME. Pour d'autres, sortir de leur environnement est salvateur. Seules certitudes, la notion de groupe est une richesse et des liens et des passerelles existent déjà avec le SESSAD voisin.

« On apprend à grandir autrement en prenant un autre chemin pendant quelque temps. »

AIN 01 le Département

INSERTION

Les actions collectives

– Elles sont inscrites :

- **dans le projet de service** « Agir pour la Solidarité dans les MDS » du Conseil départemental
- **dans le « Contrat d'objectifs et de gestion »** de la Caf.

– Elles sont présentées et co-animées en instance ISIC (intervention sociale d'intérêt collectif).

– **84 actions** répertoriées à ce jour

– **9 domaines** d'intervention :

- Enfance/PMI/Parentalité (33)
- Prévention éducation, sexualité/ Groupe de parole (14)
- Alimentation/gestion budget (8)
- Loisirs/culture (8)
- Lien social/Echange de savoirs (7)
- Animation de réseaux professionnels et soutien (7)
- Maîtrise de la langue/du numérique (3)
- Aide aux aidants (3)
- Insertion (1)

Contact : Hélène Fara
DGAS (Direction générale adjointe solidarité)
Service développement social
04 74 32 58 93
helene.fara@ain.fr
www.ain.fr

LES ACTIONS COLLECTIVES SONT DES BOOSTERS

Depuis octobre 2017, deux versions identiques de l'exposition parcourent le territoire. Elles changent de cadre toutes les six semaines. Quinze lieux différents sont visités : centres sociaux, résidences sociales, CHRS, missions locales, maisons relais, centres de planification et d'éducation familiale, points accueil solidarité.

Une expo sur l'hygiène Sus au tabou

Difficile d'aborder un sujet aussi intime que le manque d'hygiène avec des personnes fragiles. Alors, pour prévenir les risques sanitaires et sociaux, une solution originale a été adoptée : l'exposition itinérante.

PAR **ALAIN GILBERT**

« *Une dame nous a dit que les travailleurs sociaux ne lui ont jamais franchement parlé des choses concernant l'hygiène* » se souvient Karine Bocaccio, assistante territoriale socio-éducatif (ATSE) à Oyonnax. Alors, pour briser ce tabou, l'idée s'est imposée d'aborder le sujet sur le plan collectif à travers une exposition itinérante. Initié en octobre 2015, le projet démarre en janvier 2017 avec la conception d'affiches par une dizaine d'habitants. Une fois par semaine, pendant six mois, le groupe se retrouve pour définir ce que sont l'hygiène corporelle et la propreté du logement. « *Chacun a apporté des idées et a travaillé par petits groupes sur la thématique qui lui parlait le plus* » précise **Cindy Banderier**, elle aussi ATSE. « *Chaque affiche de l'expo est un point d'entrée différent qui permet d'ouvrir le débat.* » L'exposition est l'occasion d'organiser des animations dans les structures, comme l'association d'insertion Aire, notamment autour de la fabrication et de l'utilisation de produits. Un jeu de l'oie, créé pour l'occasion, fait réfléchir sur l'hygiène et stimule la discussion. Déjà, l'initiative semble fructueuse. Certains professionnels ont constaté une amélioration chez des usagers qui avaient vu l'exposition. D'autres ont spontanément abordé le sujet en entretien individuel. Mais l'exposition est aussi un outil pratique pour les professionnels. « *Au forum de l'emploi, beaucoup d'associations ont demandé à l'utiliser* » ajoute **Karine Bocaccio**. « *Pour l'instant, elle continue le tour des partenaires. À terme, elle pourrait être disponible sur l'ensemble du département.* » ■

> Le collectif amène le débat et ensuite, c'est retravaillé en individuel.

LES ACTIONS COLLECTIVES

C'est de la dynamique !

Boîtes à idées, laboratoire d'expériences, initiatives de groupe : les actions collectives font bouger les lignes de l'accompagnement social. Et tout le monde en profite…

Les actions collectives permettent d'élargir le périmètre de l'isolement, du repli sur soi qui fait que l'on tourne en rond et que l'on ressent les morsures de la stigmatisation. Le cercle s'élargit pour donner place au groupe qui est le vrai format de l'action collective.

Spectacle de rue à Lagnieu, cuisine partagée entre femmes et avec un chef à Chalamont, exposition sur l'hygiène personnelle dans le Haut-Bugey, et bien d'autres initiatives en cours ou en préparation ailleurs, les actions collectives invitent à s'inscrire dans une dynamique de groupe, à se projeter dans de nouvelles relations.

Hélène Fara qui les suit au titre du développement social au sein de la DGAS insiste sur cette rupture du cercle infernal de l'isolement et sur le nouveau binôme qui se crée entre le travailleur social et le bénéficiaire. L'un et l'autre changent de perspectives : la solution qui valorise devient bien plus importante que le problème qui dévalorise.

> 84 actions collectives ont été menées dans les 8 MDS.

GROUPES DE PAROLE ET D'ACTION

À l'usage, les actions collectives ont fait preuve de spontanéité et d'inventivité. Le compteur d'Hélène Fara en recense 84 menées sur le département. Elles sont pensées, imaginées par les travailleurs médico-sociaux en fonction des problématiques et partenaires locaux. Sans oublier « *que les travailleurs sociaux sont happés par la résolution des problématiques individuelles.* »

Autre mérite : la grande diversité des champs d'expérimentation. La moitié des actions collectives touchent à la parentalité, à l'enfance, à l'éducation et aux groupes de parole. Des domaines où la dimension collective est essentielle.

De concert, le Conseil départemental et la CAF soutiennent ce dispositif expérimental destiné en particulier aux publics bénéficiaires des prestations RSA. Elles sont un outil de réinsertion sociale indispensable avant de songer au retour à l'emploi. ■

LAGNIEU

Balades en scène

Balades en scène un coup de boost

Le théâtre est réputé permettre aux personnes introverties de s'épanouir. C'est exactement ce que l'action « Balades en scène » a suscité à Lagnieu. Le projet a débuté en septembre 2017 à l'initiative des assistantes sociales et d'une éducatrice spécialisée. Un mercredi par mois, une vingtaine de personnes se retrouvent avec un comédien professionnel pour des cours de théâtre. En juin, la troupe s'est produite à deux reprises dans les rues de la ville. Une représentation a même été donnée à la maison de retraite.

« *Ça a marché au-delà de nos espérances.* » Pour Armelle Picard, participante qui, devant un tel engouement, va fonder l'association Coup de pouce, ces rencontres ont réuni des personnes de tout âge et de tout milieu, créant une vraie dynamique de groupe. « *On a entretenu des relations avec des jeunes un peu en rupture sociale. On ne fait pas de miracles mais, avec les liens créés, ils viennent maintenant se confier à nous. Certains vont aller voir leur voisin âgé rencontré au théâtre.* » ■

3 QUESTIONS À

Hélène Fara

RESPONSABLE DU SERVICE DÉVELOPPEMENT SOCIAL À LA DGAS

Peut-on parler de changement de rôles ?

Trop souvent les travailleurs médico-sociaux initient et proposent des activités de groupe, sans suffisamment associés les participants sur leur contenu. L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir (DPA) peine en effet à voir le jour. Il s'agit d'impliquer davantage les habitants dans la définition du problème et la recherche de solutions à leurs difficultés.

En quoi est-ce une innovation ?

L'approche collective est axée sur la capacité de l'individu à mobiliser les ressources nécessaires pour s'en sortir. Il s'agit de rompre avec l'ancien modèle qui avait tendance à appréhender les personnes comme une somme de problèmes et à leur proposer des solutions, sans qu'ils en soient acteurs.

Face à l'évolution des personnes au sein de ces groupes, les travailleurs médico-sociaux ont alors le sentiment d'avoir agi, là où ils se sentaient démunis. C'est valorisant. Ces pratiques collectives contribuent aussi à lutter contre une forme d'usure professionnelle.

Vous parlez même de dynamique ?

L'action collective tend donc à rendre les habitants autonomes et pro-actifs. Aider à renouer le dialogue dans une confiance retrouvée et dans la proximité est une priorité, c'est un enjeu essentiel pour le maintien de la cohésion sociale. Penser collectif est une autre manière d'aborder le travail social.

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf de l'Ain

FAMILLE

Les grandes orientations de la COG 2018-2022

— **Enfance-jeunesse :** 30 000 places supplémentaires en établissements d'accueil du jeune enfant, 1 000 relais assistants maternels, 500 000 places en accueils de loisirs du mercredi, 1 000 espaces jeunes, 3 000 places en foyers de jeunes travailleurs.

— **Soutien à la parentalité :** création de 500 lieux d'accueil enfants-parents et 150 postes de médiateurs familiaux.

— **Accès aux droits :** simplification des démarches, accent sur la dématérialisation, lutte contre le non-recours, réforme des aides au logement, prévention des expulsions et lutte contre le logement non décent.

— **Animation de la vie sociale :** création de 400 centres sociaux, dont 260 dans les quartiers prioritaires.

La nouvelle COG pointe les inégalités territoriales

Des explications et… des interrogations

Services, accès aux droits, démarches en ligne, liens avec les territoires, contrat avec les collectivités : la COG (Convention d'objectifs et de gestion) 2018-2022 de la Cnaf met l'accent sur la réduction des inégalités territoriales. Explication de texte avec la nouvelle directrice et interrogations sur le texte avec le nouveau président. Deux nouveaux visages, deux approches complémentaires pour une COG elle aussi toute neuve.

PAR **ANNICK PUVILLAND**

Feuille de route pour cinq ans, la nouvelle COG réaffirme la volonté d'agir pour toutes les familles et fixe des objectifs concrets visant à développer les services, garantir l'accès aux droits et faciliter les démarches. *« Une vraie priorité, c'est la volonté d'aider les territoires à compenser les déséquilibres. Elle se traduit sur le terrain dans les nouveaux contrats signés avec les collectivités »*, souligne **Christine Rous**, directrice de la Caf de l'Ain. Dans le département, la première CTG (convention territoriale globale) a été signée avec la Ville de Bourg en janvier 2018. Assortis de bonus à compter de 2020, sur la création de nouvelles places en établissement d'accueil du jeune enfant dans les quartiers prioritaires ou pour l'accueil d'enfants de familles modestes ou d'enfants handicapés, les CTG renforcent et fluidifient les partenariats autour d'objectifs partagés et d'un plan pluriannuel d'actions adaptées aux besoins du territoire.

> Il y a des contradictions entre les ambitieuses politiques affichées et leur application concrète.
>
> **Éric Prost, président de la Caf de l'Ain**

Nouvelle directrice de la Caf de l'Ain, en poste depuis le 17 septembre, Christine Rous dirigeait auparavant la Caf de Haute-Corse.

FACILITER LA VIE DES ALLOCATAIRES

Autre axe fort de la COG : simplifier les démarches des allocataires. Comment ? En accentuant la dématérialisation, d'où de gros investissements informatiques – 555 millions d'euros d'ici 2022 – pour automatiser et accélérer le traitement des dossiers. Petite révolution, la réforme des aides au logement : dès 2019, leur calcul se basera sur les ressources les plus récentes de l'allocataire, afin de mieux adapter leur niveau.
Renforcer les échanges entre la Caf et les partenaires permettra également de simplifier les démarches des allocataires, en leur évitant de multiplier les envois de documents nécessaires au traitement de leur dossier, et aussi d'aller au-devant des personnes ne faisant pas valoir leurs droits.
La COG se décline dans chaque caisse via la signature du CPOG (contrat pluriannuel d'objectifs et de gestion) validé par la direction et voté par le conseil d'administration. Celui de l'Ain devrait l'être fin 2018 / début 2019. ■

Membre du conseil d'administration de la Caf de l'Ain depuis deux ans, **Éric Prost** a été élu président en janvier 2018. Le social lui tient à cœur, côté associatif et professionnel. Inspecteur de l'action sanitaire et sociale à l'ARS, dans l'Ain durant six ans, il a rejoint en septembre le siège régional.

Président du conseil d'administration de la Caf de l'Ain, Éric Prost alerte sur les moyens mis à disposition pour mettre en œuvre les objectifs de la COG et sur ses contradictions.

« *La COG était attendue, je suis à la fois heureux que ces négociations aient abouti et inquiet sur comment elle va s'appliquer* » souligne **Éric Prost**. Une inquiétude partagée par tous les présidents des Caf d'Auvergne-Rhône-Alpes et qui transparaissait fortement dans la motion de leur Conférence régionale du 15 juin 2018, transmise à la Cnaf en amont de la signature de la COG.
« Je voudrais souligner les contradictions entre les ambitieuses politiques familiales et sociales affichées par la COG et leur mise en œuvre. » Les moyens budgétaires et humains à disposition des Caf seront-ils suffisants ? *« Le Fonds national d'action sociale n'augmente que de 2 %, au lieu de 4,5 % en moyenne par an sur la COG précédente. Les Caf sont de plus en plus mobilisées dans les politiques territoriales, ces missions représentent d'importants temps de travail. »* 2 100 réductions d'emplois sont prévues au niveau national d'ici 2022. *« Les mesures vont vers l'optimisation des moyens. Les personnels, à qui je tiens à rendre hommage pour leur implication au quotidien, sont déjà très sollicités. La dématérialisation simplifie les démarches des allocataires mais, derrière, sa mise en œuvre est complexe du fait du niveau variable d'autonomie sur ces points de nos publics. Il faut de l'humain pour accompagner les publics, expliquer, conseiller. »* Accentuer la dématérialisation ne doit pas signifier déshumaniser la relation avec l'usager. Autre point de vigilance : *« La Cnaf nous demande de tenir compte des spécificités territoriales, mais la fongibilité relative des enveloppes budgétaires peut rendre difficile l'adaptation en pratique des politiques locales. »*
Attention aussi à ce que la priorité donnée aux créations d'équipements dans les zones sensibles ne se fasse pas au détriment des publics résidant dans d'autres territoires, ce qui finalement irait à l'encontre de la volonté de réduire les inégalités ! Il conviendra aussi d'être vigilant sur la question du logement : *« C'est important que nous puissions préserver les moyens destinés à accompagner et aider nos publics les plus fragiles, notamment pour faire de la prévention. »* ■

3 QUESTIONS À

Hélène Magnon

SOUS-DIRECTRICE DE LA CAF DE L'AIN, CHARGÉE DU DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS ET DES SERVICES

Qu'est-ce qu'une convention territoriale globale ?

Un outil structurant pour renforcer le partenariat entre la Caf et une collectivité, définir ensemble un projet social global, se donner une trajectoire commune autour de ses objectifs, coordonner la mise en place des actions. L'objectif final étant toujours d'améliorer le service aux habitants.

Comment se concrétise la CTG signée avec la Ville de Bourg ?

Le partenariat avec la Ville existait déjà mais de manière informelle et très segmentée. Là, la CTG couvre tous les champs : enfance, jeunesse, parentalité, logement, insertion, citoyenneté, accès aux droits, animation de la vie sociale.
C'est un engagement fort des deux parties, avec des référents pour chaque thématique, un comité de pilotage, des outils d'évaluation.
Sur l'animation de la vie sociale, par exemple, une des premières actions est l'organisation d'une journée de rencontre, le 12 octobre, entre tous les acteurs : élus, centres sociaux, MJC, conseils citoyens…

D'autres CTG sont en projet ?

L'objectif de la Caf est que ces contrats couvrent l'ensemble du département. Des projets sont lancés avec des intercommunalités. Ces conventions nécessitent beaucoup d'échanges, de réunions, de travail technique, politique, de diagnostic commun… C'est un long temps de préparation.
La signature d'une CTG est un prérequis pour bénéficier des bonus « territoire », « mixité » et « handicap ». Les CTG remplaceront les contrats enfance jeunesse amenés à s'éteindre progressivement.

Bienvenue à l'hôtel Concerto

Coup de neuf sur les Verchères à Vaulx-en-Velin : exceptionnelle par son ampleur et ses enjeux, la requalification du quartier s'appuie sur un accompagnement des habitants renforcé et innovant.

PAR **ANNICK PUVILLAND**

S'installer dans une bulle de confort comme à l'hôtel, durant les deux mois nécessaires à la remise à neuf totale de leur logement : c'est que propose Dynacité aux locataires des Verchères, à Vaulx-en-Velin.

Attendue depuis six ans, prévue au nouveau programme national de renouvellement urbain (ANRU), menée en partenariat avec la commune et le GPV (Grand projet de ville), la rénovation de ce vaste ensemble de plus de trois cents appartements, qui comprend aussi des logements étudiants – l'École d'architecture et l'ENTPE sont proches –, une micro-crèche et des locaux professionnels, est la bienvenue. Des travaux de requalification des espaces extérieurs, de traitement des façades, des toitures, des terrasses, ainsi que la rénovation urgente d'une vingtaine de logements, ont déjà été menés.

Ceux-ci devant être effectués en site inoccupé, Dynacité métamorphose pour trois ans deux allées complètes, rendues vacantes en amont avec le pôle mobilité résidentielle, en douillets appartements-hôtels pour le relogement temporaire, équipés de tout le nécessaire : meubles, linge de maison, vaisselle, accessoires… Le hall devient confortable « lobby », où s'informer, se poser, échanger, avec présence d'un agent d'accueil cinq jours sur sept.

FAVORISER LE PARCOURS RÉSIDENTIEL

« Un projet de réhabilitation ne se fait pas seul mais d'abord avec les habitants » souligne **Catherine Denis**, directrice de territoire Rhône Métropole à Dynacité. *« C'est une opération exceptionnelle qui nécessite un accompagnement des résidents renforcé »* confirme **Isabelle Bignon**, responsable de projets renouvellement urbain.

Tout est mis en œuvre pour répondre aux besoins et souhaits des locataires. L'ampleur de l'opération de rénovation induit une forte complexité technique mais aussi une opportunité de favoriser le parcours résidentiel, diversifier le peuplement, redynamiser le quartier. Au terme du long chantier, les « allées-hôtel » pourraient devenir une résidence intergénérationnelle. De nouveaux logements étudiants sont également en projet. Les futurs locaux professionnels pourraient accueillir des acteurs de l'économie sociale et solidaire. À suivre… ■

LOGEMENT

Une opération d'envergure

- **Réhabilitation complète** financée par l'ANRU de 309 logements (11 bâtiments) et 10 locaux professionnels
- **2 allées** réservées au relogement temporaire des locataires dans des « appartements-hôtels »
- **Mise en place d'une MOUS** (maîtrise d'œuvre urbaine et sociale) mobilité résidentielle et d'un plan de communication spécifique
- **1 équipe, interne et externe,** mobilisée :
  - correspondant local de proximité
  - correspondant de chantier
  - chargés de relogement
  - chargé d'accueil du lobby
  - chargés de secteur
  - conseillère sociale
  - chargés d'entretien
  - référent développement durable
- **2 mois de travaux** par logement
- **5 727 heures** d'insertion prévues (environ 2 mois de travaux)
- **Début des travaux :** janvier 2019
- **Fin prévisionnelle :** 1er semestre 2022
- **Budget prévisionnel :** 14 M€.

> Une opération unique en son genre pour Dynacité.

DES ÉQUIPES MOBILISÉES POUR FACILITER LE QUOTIDIEN

La proximité jusqu'au moindre détail

Dynacité mobilise tous les moyens humains, internes et externes (chargés de secteur, de relogement, maîtrise d'œuvre sociale et urbaine, correspondant de chantier…), pour la réussite de l'opération.

Responsable de projet, **Didier Michon** veille sur les aspects techniques des travaux, confiés au groupement d'entreprises ELYS, sous la maîtrise d'oeuvre du cabinet d'architectes BBC & associés : *« Les logements seront remis à neuf à 100 % : sols, murs, plafonds, équipements… »* Deux appartements en rez-de-chaussée seront adaptés pour les personnes à mobilité réduite. Pour l'heure, les équipes finissent d'équiper les appartements-hôtels qui accueilleront bientôt les premiers locataires en relogement temporaire.

ZOOM SUR UNE MISSION DE PROXIMITÉ

Correspondant de chantier, en poste pour trois ans, **Rafik Brikh** connaît bien le quartier : il a été gardien d'immeuble à Vaulx-en-Velin. Présent au quotidien en semaine, il a un rôle de « facilitateur ». En contact avec les habitants, les gardiens d'immeubles, les chargés de secteur, les personnels de proximité, le chantier jeunes, les entreprises intervenantes, les associations, il veille à tout, relaye les infos, participe à toutes les réunions de chantier. *« Ma mission a plusieurs axes : faire une veille sécuritaire, entretenir les abords et gérer les encombrants, apporter un appui au relogement, vérifier que les logements vacants ne soient pas squattés, ouvrir les accès pour les chantiers jeunes… »* résume-t-il.

Afin d'aider les locataires dans leur tri avant déménagement, par exemple, il se rend chez eux pour collecter ce qu'ils destinent à la recyclerie, où il tient également une permanence le mercredi après-midi. *« Les locataires qui ne sont pas directement concernés par le relogement pour l'instant sont impatients,* souligne-t-il. *Il faut les rassurer, leur expliquer qu'ils seront bien bénéficiaires de la rénovation. »* ■

Signalétique dynamique, guide pratique du déménagement, support vidéo, facebook spécifique… Tout est conçu pour faciliter l'information des résidents et les accompagner dans leur relogement.

3 QUESTIONS À

Sandrine Réa

RESPONSABLE PÔLE MOBILITÉ RÉSIDENTIELLE

Quelle mission a ce pôle ?

Notre rôle est d'accompagner au mieux le relogement, temporaire ou définitif. Nous avons mis en place un dispositif innovant, d'envergure, pour favoriser le parcours résidentiel, en travaillant en inter-bailleurs, avec la Métropole, pour répondre au mieux aux besoins des habitants, anticiper. Les chargés de relogement occupent le terrain depuis 2015. Plus de soixante ménages qui souhaitaient un autre appartement ont déjà été relogés, dont la moitié par d'autres d'autres bailleurs. Une cinquantaine de locataires veulent rester aux Verchères mais changer de type d'appartement. Le plan de relogement évolue.

Et ceux qui veulent conserver leur logement ?

Déménager est toujours une source de stress. Ils vont vivre un double déménagement, stocker 90 % de leurs affaires dans un garde-meubles. Deux chargés de relogement Dynacité et deux du cabinet Apertise les accompagnent, pour préparer en amont, les aider, les conseiller, les rassurer, leur faciliter cette période source de stress.

De nouveaux habitants vont arriver sur le quartier ?

C'est un enjeu de cette réhabilitation. Notre but est de favoriser la mobilité au sens large, la mixité de peuplement, faire entrer des populations nouvelles. Beaucoup de vacance a été créée pour l'opération. Il faut travailler à la commercialisation dès maintenant des logements.

Le nouveau souffle des aidants

Développé par la MSA Alpes du Nord en 2012 et arrivé dans l'Ain en 2016, Bulle d'air poursuit son implantation grâce à une prise de conscience du besoin des aidants et au recrutement de relayeurs aux profils variés.

PAR **CHRISTOPHE MILAZZO**

Marie Gaja respire la joie de vivre. Attablée avec Séverine Dargaux, relayeuse pour Bulle d'air, elle revient sur une journée remplie de jeux, de discussions et d'éclats de rire. Atteinte de démence cérébrale vasculaire peu avancée, elle souffre de pertes de mémoire et vit chez sa fille Mireille depuis le décès de son époux : *« Je suis un peu inquiète quand je suis seule avec ma mère. Même si on l'aime, c'est parfois un peu lourd. »* **Mireille Gaja** a connu Bulle d'air lors d'une formation de France Alzheimer. Depuis l'été, le relais se fait trois heures, chaque semaine : *« C'est la condition sine qua non pour que maman reste à la maison. »*

CONSTRUIRE UNE RELATION DE CONFIANCE

Sorties, jeux stimulant la mémoire, découverte de la région… Le programme est varié. *« La première fois, on a fait que papoter »* explique **Séverine Dargaux**. *« Ensuite, c'est en fonction de ce qu'elle a envie de faire. »* Pour construire cette bonne dynamique, l'expérience des relayeurs est essentielle. Séverine Dargaux peut revendiquer vingt ans d'expérience auprès des personnes âgées. *« En parallèle, je travaille en Marpa. Ma responsable m'a expliqué que Bulle d'air cherchait des relayeurs. Le concept m'a bien plu car il va dans ma façon de voir les choses : aider l'aidant à avoir du temps pour lui. »* Pour elle, l'empathie est essentielle pour ressentir les besoins de la personne aidée et percevoir les moments plus difficiles. ■

« Une bonne complicité s'est instaurée » résume **Séverine Dargaux.** « Tous les exercices que vous me faites faire, on rigole mais ça me fait drôlement de bien » ajoute **Marie Gaja.**

RÉPIT

BULLE D'AIR EN 2017 :

- 48 000 heures de répit
- En moyenne, par famille :
  48 heures/mois
  4,7 mois/an

— Dans l'Ain :
- 39 familles
- 67 relayeurs
- 6 920 heures

— Les missions :
- 70% durant plus de trois mois consécutifs
- 44% ont lieu de jour, 50% de nuit, 6% en soirée
- 86% de répit choisi pour s'octroyer du temps libre

— Les relayeurs :
- 49 ans de moyenne
- 53 % de diplômés de filières médico-sociales

— Les aidants :
- 84 % ont plus de 70 ans
- 54 % les enfants, 40 % conjoints

www.repit-bulledair.fr
04 79 62 87 38
contact@repitbulledair-ra.fr

On aide une famille, pas qu'une personne.

Geneviève

Colette

« Ça s'est bien passé. Elle s'est levée pour que l'on discute, on est sorties. » Colette Petit est relayeuse. Forte de dix-huit ans d'expérience auprès des personnes âgées, elle se sent bien armée pour la situation. Pour elle, le plus grand bouleversement est de travailler à domicile et d'entrer dans l'intimité des personnes.

PAROLES D'AIDANTS

En quête de sérénité

Geneviève Bodet a toujours connu sa mère comme fragile émotionnellement. Fille unique, elle propose à sa mère de l'accueillir chez elle à la mort de son père. Geneviève Bodet pense l'accueillir le temps qu'elle se requinque et reprenne goût à la vie. Mais la situation se dégrade et, depuis janvier 2017, **Paulette Valade** vit chez sa fille.

UN QUOTIDIEN TRANSFORMÉ

Depuis, les hauts et les bas s'enchaînent malgré une prise en charge au CMP de Châtillon-sur-Chalaronne. *« Je suis passé d'une activité intense avec beaucoup de déplacements à me retrouver à la maison sans pouvoir sortir. Quand je veux aller chez le coiffeur, il faut planifier à l'avance. Mais je ne peux pas me résoudre à la mettre dans un établissement »* confie Geneviève Bodet.

Depuis juillet, Bulle d'air intervient cinq heures le mardi après-midi et une soirée par mois : l'occasion de retrouver du temps avec son époux. *« Je trouve une liberté que je n'avais pas avec d'autres associations, notamment en soirée »* explique Geneviève Bodet *« C'est très lourd. On n'a l'esprit qu'à ça. Avec Bulle d'air, je peux souffler, me concentrer sur autre chose. J'ai repris l'entraînement en piscine. Quand je m'en vais, ça va beaucoup mieux. »*

Chaque mardi, Geneviève Bodet part sereinement. *« Je fais confiance aux intervenants, sinon je ne partirais pas ! Ils sont très bien adaptés à la situation. J'avais plus peur que ma mère se comporte mal ! On apprécie d'avoir quelqu'un en face qui comprend la situation et sait s'adapter au profil de la personne »* ■

Anne-Gaëlle Heim : « Quand je recrute, je me demande si je mettrais cette personne chez ma mère. »

AUTOUR DU PLAN SENIORS

Les relayeurs, seuls et en équipe

Depuis fin 2016, Bulle d'air est présent sur un territoire où l'attente était forte. En témoigne sa place dans le Plan senior qui facilite l'accès financier au dispositif. Une condition importante pour accepter le répit.

Aux aides départementales et aux crédits d'impôts s'ajoutent les participations de la MSA, des caisses de retraites complémentaires tandis que des discussions sont en cours avec les mutuelles. Outre le coût, les aidants rechignent parfois à adopter Bulle d'air, se sentant indispensables.

ACCEPTER SON RÔLE D'AIDANT

Pour dissiper ces craintes, les partenaires sont incontournables. *« Ils doivent prendre conscience qu'ils sont aidants pour mettre quelque chose en place »* détaille **Anne-Gaëlle Heim**, responsable de secteur dans l'Ain. *« Les familles nous disent que la personne n'aime plus rien faire. Or, il faut redécouvrir les choses qui peuvent leur faire plaisir sans les mettre en échec. »* La réussite passe par une équipe où personne aidée, aidant et relayeur se sentent bien. Pour préserver ce bien-être, les relayeurs sont sélectionnés en fonction de la personne aidée. *« On adapte en fonction du parcours des professionnels. Un bon intervenant doit faire preuve d'écoute et de bienveillance »* résume Anne-Gaëlle Heim.

UN RECRUTEMENT À LA CARTE

Chaque relayeur a deux ans d'expérience avec des publics à besoins particuliers. Beaucoup sont issus du médico-social où ils exercent en libéral ou en établissement à temps partiel. Une garantie pour les familles même s'ils ne prodiguent aucun soin.

Pour que les relayeurs ne se sentent pas trop isolés, des formations communes ont déjà été dispensées tandis que des cafés des relayeurs, existants déjà en Haute-Savoie, pourraient faire leur apparition. ■

En bref

Une implantation réussie

Possible dès trois ans, le répit s'adresse tant aux personnes âgées en perte d'autonomie qu'au champ du handicap. Après bientôt deux ans, le service est présent sur tout le territoire.

J'avais peur que ma mère se comporte mal.

La solution, ce sont les maisons de santé ?
Il faut qu'il y ait une volonté des jeunes médecins et un territoire qui corresponde.
Dr Robert Lacombe, *président de l'ordre des médecins de l'Ain*

Démographie médicale

« Je suis optimiste. »

Dans l'Ain, la démographie médicale reste préoccupante, mais l'accès aux soins s'améliore. Grâce au concept de Maison de santé pluridisciplinaire (MSP), les professionnels s'organisent ; le Conseil département s'active sur tous les fronts de l'attractivité et la CPAM propose une stratégie contre le renoncement aux soins. Première étape de ce tour d'horizon avec les premiers concernés : les médecins généralistes.

ENQUÊTE ALAIN GILBERT, CHRISTOPHE MILAZZO, ANNICK PUVILLAND
PHOTOS CORINNE BERTRAND, SÉBASTIEN TOURNIER

Le manque de médecins, est-ce si nouveau ?
J'en ai parlé la première fois pendant la présidentielle de 2002 ! Ça n'a fait que s'accentuer et depuis dix ans le nombre de médecins diminue en France.

L'ordre des médecins a des retours ?
On reçoit des coups de téléphone, des courriers de patients. À chaque fois, on leur dit qu'ils ne sont pas responsables mais que les médecins ne le sont pas non plus.

La situation est si grave ?
Il y a des besoins partout. Le manque de généralistes et de spécialistes, notamment les pédiatres, les dermatologues et les psychiatres, génère des situations ingérables. L'âge moyen des médecins est de 59 ans. À Oyonnax, il dépasse 60 ans. Les médecins partent à la retraite en moyenne à 70 ans. Beaucoup n'en profitent pas et tombent malades.

Les aides ne suffisent pas ?
Pour s'installer, pas besoin d'aide, il y a tout de suite du boulot ! Il y a eu des avantages sur plan social, notamment avec le congé maternité. Mais on ne peut pas forcer, sinon c'est la catastrophe assurée et les patients trinquent.

Comment inciter les jeunes à s'installer ?
Avant, on passait quatre ans d'internat à Fleyriat. Tous ceux qui y étaient avec moi se sont installés dans le coin. Ça permettait de connaître le terrain et de s'ancrer sur le territoire. C'est plus difficile de s'installer quand on a fait six mois à gauche à droite.

C'était mieux avant ?
Je ne veux pas faire de la nostalgie ! Il ne faut pas leur faire vivre ce que l'on a vécu. Ce qu'il faut, c'est ne pas mettre un médecin tout seul. Même s'il pratique dans son cabinet, on l'incite à prendre contact avec ses confrères aux alentours.

On parle aussi beaucoup de télémédecine…
On attend encore pour voir et il faudra être très méfiant. Il vaut mieux trouver des médecins qui sachent examiner les gens. On apprend beaucoup de choses en tête à tête.

Comment voyez-vous l'avenir ?
Je suis optimiste. Notre génération a eu la chance de faire ce qu'on voulait, de s'installer où on voulait, de bénéficier de l'internat régional et de travailler dans les premières maisons de santé. On aimerait que les confrères aient cette chance.

Dr Clappaz, généraliste

12 heures par jour

« Ce qui nous semblait à la fac être préhistorique devient la solution la plus simple ! C'est dur d'en arriver à cette conclusion. Mais travailler de 8 h à 20 h, à trois quand on commence à avoir une vie de famille, ce n'est pas possible. »

Installé depuis un an, **Florent Clappaz** s'imaginait en maison de santé. Il déchante. « *Les deux médecins de Coligny s'étaient regroupés. Ma consœur a remplacé celui parti en retraite. J'ai été l'interne puis le remplaçant de l'autre qui exerce avec nous. La transition s'est faite en douceur. L'une de mes conditions à mon installation était d'être au moins à deux jeunes* ». Aujourd'hui, ils sont trois dans un cabinet de groupe. Un effectif presque insuffisant.

Retour vers le futur
« *Ça allait être super : on allait travailler ensemble. Un plus pour les patients* » se souvient Florent Clappaz. « *C'était avant de se rendre compte de ce qu'implique l'entrée dans le label comme contraintes financières, d'horaires d'ouverture, etc.* » Le projet s'éloigne. « *Les maisons de santé comme pratique du futur, ce n'est pas vrai partout.* » Retour à une pratique à l'ancienne, avec un fonctionnement vivable et rentable.

Travailler ensemble malgré tout
« *J'aime mon travail mais j'ai envie de voir mon fils grandir, ce qui implique de ne pas fonctionner comme avant* ». Une dynamique de groupe parvient à s'exprimer au sein du cabinet. « *On nous apprend à soigner, pas à être chef d'entreprise. Ça prend beaucoup d'énergie.* »
Il est tiraillé entre les avantages de la décharge administrative permise par le salariat et la garantie d'être son patron en termes de soins de l'exercice libéral. « Une aide à la mutualisation de certaines fonctions serait très utile. Si on *arrivait à avoir des médecins libéraux, concentrés sur les soins, ce serait l'idéal.* »

> J'aime mon travail mais j'ai envie de voir mon fils grandir.

Mode d'emploi

Les maisons de santé

Entretien avec Marika Denil, coordinatrice, et Pauline Rivier, médecin

— Moins de cloisons
« En maison de santé, il y a moins de cloisonnements, plus de porosité entre les tâches qui peuvent être déléguées. Toutes les professions évoluent » souligne Marika Denil. Un plus pour les praticiens et les patients qui, au-delà d'une concentration de professionnels, trouvent un service différent, une meilleure prise en charge. « Ils ont un filet. C'est sécurisant car s'il se passe quelque chose, ça arrivera à l'oreille de la bonne personne. »

— Oublier le couteau suisse
Plus question de tout concentrer sur le médecin. La structure permet une réflexion pour rendre à chacun son travail. Des protocoles de délégation partagent les tâches pour gagner du temps. « On part du principe que le médecin généraliste est le couteau suisse de tout. Faux ! » explique Pauline Rivier, médecin généraliste à la MSP de Tossiat. « Ici, la sage-femme suit les grossesses. Il y a un régime de confiance entre les professionnels. » Ces échanges énergivores sont bénéfiques pour la prise en charge du patient.

— La solution miracle ?
Sans équipe motivée et rassemblée derrière un projet, les maisons de santé ne fonctionnent pas. S'y installer coûte plus cher, demande une harmonisation, une remise en question et de l'adaptation. Sans compter le temps de coordination. « Elles sont présentées comme une solution au problème de la démographie médicale, mais ce n'est pas ça. C'est un magnifique outil s'il appartient à ceux qui sont dedans. Il y a beaucoup de coquilles vides créées par des collectivités » tempère Pauline Rivier. Reste à pouvoir recruter. « Ce n'est pas avec des subventions que l'on fait venir des professionnels ! » « La seule chose qui marche, c'est que des gens d'ici fassent leurs études et reviennent. » ajoute Marika Denil.

En chiffres

- 26 MSP (maisons de santé pluriprofessionnelles) labellisées par l'ARS
- 10 centres hospitaliers publics
- 33 structures psychothérapiques (CPA)
- 5 centres de dialyse
- 5 centres dentaires mutualistes
- 21 SSIAD (services de soins infirmiers à domicile, pour les personnes âgées ou handicapées)
- 161 pharmacies (au 1/10/18)
- 1 centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (4 antennes)

- 1 146 médecins (en activité en 2017)
- 515 masseurs-kinésithérapeutes (inscrits à l'ordre de l'Ain au 11/9/18)
- 1 945 infirmiers (au 31/8/18)
- 349 chirurgiens-dentistes (au 23/08/18)
- 222 sages-femmes (au 22/7/18)

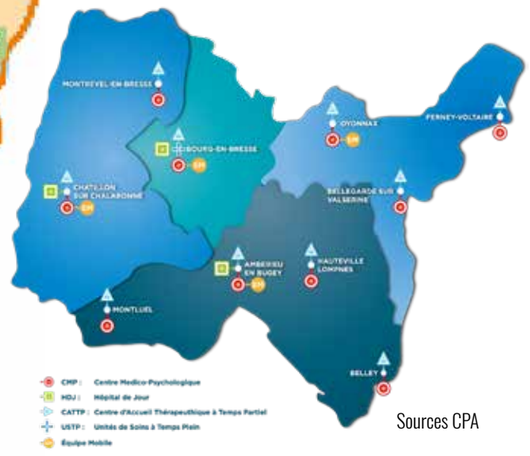
Plus de 500 professionnels de santé dans les MSP
- Un quart des médecins généralistes libéraux exercent dans une MSP
- Près de 20 % des pharmaciens, kinés, infirmiers, orthophonistes
- Près de 30 % des sages-femmes, pédicures-podologues

* Source : SNIR

L'accès aux soins dans l'Ain

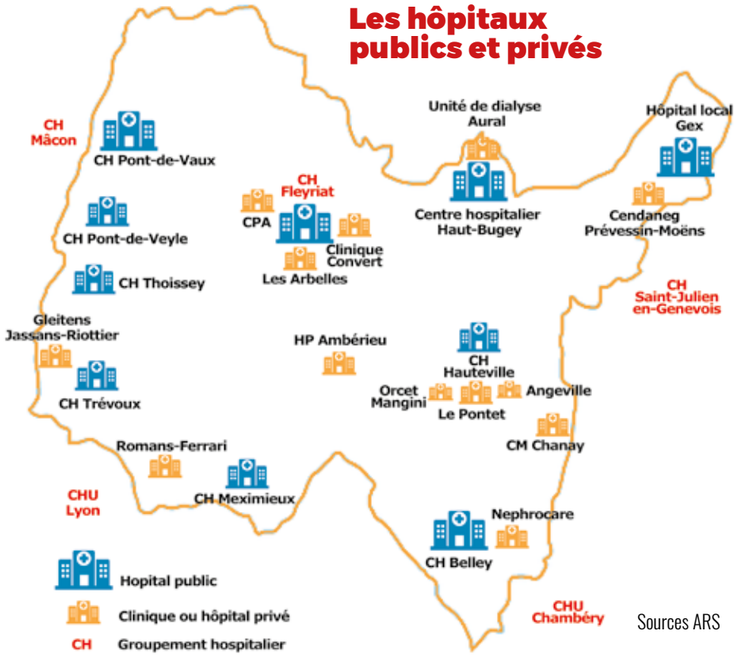
Sources ARS

Les hôpitaux et services psychiatriques



Sources CPA

Les hôpitaux publics et privés



Sources ARS

Dentistes — Le nombre de dentistes est insuffisant et leur répartition inégale, les secteurs de Nantua, Bellegarde et Belley étant en manque.

Sages femmes — 155 en 2006, 222 aujourd'hui : l'évolution du nombre de sages-femmes est en phase avec celle de la population. De plus en plus exercent en libéral : 20 en 2008, 92 en 2018.

Kinés — Avec un taux de 65,3 % en 2016*, la densité de kinésithérapeutes libéraux dans l'Ain reste la plus faible de tous les départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Leur nombre augmente mais est insuffisant, estime le syndicat départemental.

Pharmacie
- 160 officines (– 2)
- 25,3 officines pour 100 000 hab.
- 2 officines pour 100 km²
- 3949 hab pour une officine

© Octobre 2018

SAINT-GENIS-POUILLY en zone urbaine

4 000 m², 40 praticiens

Désert hospitalier, concurrence frontalière acharnée, locaux à prix élevés : la situation devenait critique. « Il y avait nécessité d'accueillir des professionnels de santé dans de bonnes conditions » se souvient Hubert Bertrand, maire de Saint-Genis-Pouilly. Avec 4 000 m², sa maison médicale bat des records.

Des débuts difficiles

Une envergure jugée excessive après les premières études menées en lien avec des praticiens locaux peu enthousiastes. « Je n'ai pas la folie des grandeurs et je n'ai pas cherché un score ! Il y avait besoin de compétences variées, nous avons répondu à une demande. »

Un an après l'ouverture, les compliments abondent. « Les habitants reprennent confiance dans la médecine française. » précise le maire. Une quarantaine de praticiens occupent la maison médicale ; la plupart étaient déjà présents sur le territoire. La structure accueille à temps partiel des spécialistes venus d'hôpitaux haut-savoyards. « Ça va dans le sens de ce que l'on voulait : ne pas être en concurrence mais offrir un service en plus aux habitants. »

Penser à l'avenir

« Malgré la maison médicale, nous sommes encore en sous-équipement » relativise le maire. « Notre situation au centre du pays de Gex nous oblige à compléter. Les habitants ne vont pas dans le village d'à côté pour trouver un médecin, ils viennent ici. Ça les rassure. » La prochaine étape sera l'obtention d'un IRM. Le plus proche est à une heure. Les radiologues attendent l'arbitrage de l'ARS.

Tossiat en zone péri-urbaine

Une ruche et son miel

La maison de santé de Tossiat semble avoir trouvé la bonne recette : une équipe jeune, motivée et connaissant le territoire. En cinq ans, elle a trouvé son rythme de croisière.

« *Il y a un temps d'adaptation. C'est singulier de faire cohabiter des gens qui ne se connaissent pas. Maintenant, l'équipe est mature, se connaît et peut se concentrer sur des projets* » résume **Marika Denil,** coordinatrice.

En plus des réunions de concertation, les locaux ont façonné cet esprit convivial, représenté par la salle de pause où on déjeune, discute et se vide l'esprit. « *Les patients sont surpris de voir des professionnels qui rient entre eux. Ça humanise les choses* » confie **Florence Noël-Bouquet**, diététicienne.

Une vraie reconnaissance du lien médico-social

Comme le tiers des antennes locales de l'Adapa, celle de Tossiat est abritée dans la maison de santé. « *Ce n'est pas une maison médicale, mais une maison de santé, ouverte à autre chose* » nuance **Hélène Game**, responsable de secteur. Au quotidien, la concertation avec les professionnels de santé est facilitée pour un suivi plus abouti. « *Les bénéficiaires ont compris qu'il y a des liens entre nous ; on communique ; on se fait confiance.* »

Un succès

Pauline Rivier ne regrette pas son installation. Dernière des trois médecins généralistes recrutés, elle avait déjà l'expérience de ce type de structure après son stage à Pont-d'Ain, pionnière des MSP. Le gain de qualité de travail vaut largement le temps passé à coordonner et à bâtir des projets. « *C'est fatigant mais stimulant ! Je suis contente de me lever pour travailler dans ces conditions. Quand on ne va pas bien, on n'est pas tout seul. J'ai l'impression de faire partie de l'évolution des soins.* »

Face au succès, les médecins recherchent un quatrième confrère. Pour autant, n'essayez pas de leur dire que cette MSP est exemplaire ! « *Ce qui existe à Tossiat fonctionne pour Tossiat mais le modèle n'est pas forcément exportable* »

« J'ai l'impression de faire partie de l'évolution des soins. »

Pauline Rivier, médecin généraliste

À Tossiat, médecins, infirmières, psychologues et diététicienne se regroupent autour d'un projet sur l'obésité infantile. « Aucun professionnel ne peut agir seul sur ce sujet. » Des ateliers séparés sont mis en place. Finies les consultations traditionnelles, place à la co-construction. « Avec les parents, on sera sur du concret pour leur donner des billes. Avec les enfants, ce seront des ateliers de découverte, ludiques »

Hauteville en zone rurale

Un fragile équilibre

Ouverte il y a quatre ans, la MSP d'Hauteville a été créée et organisée pour les besoins des professionnels. Elle risque de manquer de médecins.

« *La pérennité de la présence médicale sur le Plateau passait par un regroupement* » explique **Philippe Virard**, médecin généraliste. La structure attire rapidement et développe des spécificités. Une salle est dédiée aux radios et échographies. Sur place se trouve aussi une salle d'urgence, utile pour la petite traumatologie qui évite le déplacement vers Belley, Oyonnax ou Ambérieu. « *Un transport vers l'hôpital, c'est deux heures et demie d'intervention et une perte de disponibilité. La MSP est une réponse de proximité qui évite d'engorger les urgences* » souligne **Yann Groba**s, infirmier et coordinateur de la maison de santé.

Une structure essentielle à l'aménagement du territoire

L'isolement géographique a créé des liens, une solidarité entre professionnels. Elle dépasse la maison pour s'étendre vers la ville, les maisons de retraite et le centre hospitalier. Outre les réunions mensuelles autour de patients et l'usage d'un logiciel commun, la maison s'appuie sur une association d'usagers pour recueillir les attentes des patients et travailler avec les professionnels. Tout n'est pas rose. L'intérêt du regroupement, si important à l'origine, est toujours présent, mais l'équilibre est fragile. La permanence de la CPAM pourrait fermer et la présence du Département est menacée par la réorganisation des services. « *La diminution du nombre de médecins ajoute au problème* » précise Philippe Virard. « *On était quatre au début mais on n'est plus que deux. C'est difficile de séduire des jeunes alors que l'exercice est passionnant.* » Un jeune médecin va rejoindre l'équipe. « *Ça peut modifier la décision des jeunes qui craignaient de s'installer dans une structure avec deux anciens !* »

Pour les professionnels d'Hauteville, comme ailleurs, la solution ne viendra pas d'aides mais de la qualité du travail : avoir un nombre suffisant de professionnels et pouvoir déléguer aux partenaires paramédicaux.

En chiffres

La Plateforme locale d'intervention départementale pour l'accès aux soins de santé a collecté 1169 réponses dans les 9 points d'accueil de la CPAM de l'Ain. Bellegarde, Oyonnax et Saint-Maurice-de-Beynost concentrent le plus de refus.

Les publics

– 23,9 % des assurés ont renoncé aux soins.
– 2/3 sont des femmes.
– 47 % ont entre 40-59 ans, 30 % entre 25-39 ans.
– 31 % sont des personnes seules, 32 % des couples avec enfants.
– 50,9 % sont en activité, 31 % sans activité, 13 % retraités.
– 30 % renoncent depuis plus de deux ans.

Les types de soins renoncés

46% de soins protectifs dentaires.
29 % sont conservateurs dentaires (bien remboursés). 14 % de consultation généraliste.

Les causes :

– 57 % restent à charge trop élevés.
– 26 % problème avec avance de frais.
– 11 % éloignement géographique.
– 10 % problème de disponibilité.
– 6,8 % refus d'un praticien (saturation).

reste à charge trop élevé
problème avec avance de frais
éloignement géographique
problème de disponibilité
refus d'un praticien (saturation)

Renoncement aux soins

Un diagnostic précis

La CPAM de l'Ain décline depuis mai une expérimentation nationale pour répondre au problème de l'accès aux soins. Explications.

Le renoncement aux soins touche un quart des assurés, un fléau accentué dans l'Ain par le manque de médecins. *« Il y a un problème d'argent, mais aussi de droits, d'appréhension et de méconnaissance du parcours de soins. »* Pour **Emmanuelle Cayado**, sous-directrice chargée de la production et de la relation clients, *« on ne recherche pas seulement le public précaire mais tout type de renoncement ».*

La clef de la réussite du dispositif est la détection. Dans un premier temps, elle se fera en interne avant une ouverture prochaine aux partenaires (CCAS, Département, Caf, Pôle Emploi, Carsat, assistantes sociales, professionnels de santé, Emmaüs…) *« Pour faciliter le repérage dans les accueils, une formation a été proposée. Un faisceau d'indices permet de détecter ces situations »* explique **Christine Rat**, chargée de l'accès aux droits. *« C'est une posture nouvelle, subtile et parfois délicate : il faut être proactif, aller au-devant de la demande des assurés. Ensuite, cette détection sera déployée auprès des partenaires. »*

> Pendant la phase de diagnostic, 120 accompagnements ont été ouverts.

Jusqu'au bout

Une fois l'accompagnement accepté par l'assuré, la nouvelle cellule lance une analyse complète de la situation (mutuelle, médecin traitant).

Un contact est ensuite établi pour échanger. *« On essaie de comprendre la raison du renoncement d'évaluer son degré d'autonomie »* Selon Christine Rat, *« Il ne s'agit pas d'assister, mais de rendre la personne actrice de son parcours de soins ».* En fonction des avancées, des pistes d'accompagnement ou d'orientation se dégagent.

« La réussite du dispositif impose que la personne détectée soit accompagnée jusqu'aux soins. Cette démarche vise à se faire soigner quand un problème survient, pour éviter qu'il s'aggrave et engendre des coûts supplémentaires. C'est bénéfique pour l'assuré et pour l'assurance maladie ! » **Emmanuelle Cayado**.

Catherine Hamel : « N'oubliez pas que la première maison de santé en France a été créée à Pont-d'Ain grâce au docteur de Haas ».

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Pragmatisme oblige !

Le **Dr Catherine Hamel**, médecin de la PMI au Conseil départemental, a une connaissance très fine des carences de l'accès aux soins : manque cruel de médecins à Bourg, d'orthophonistes (particulièrement en Bresse), de kinés et de dentistes dans certains secteurs. *« Nous travaillons ensemble pour trouver des solutions ».*

Nous, ce sont, au premier chef, la CPAM, l'Agence régionale de santé, les collectivités que le Département aide pour le montage de projets MSP. « Nous avons été des précurseurs, ce qui a *permis d'enrayer l'hémorragie. »*

L'accueil doté de bourses d'internes de la faculté de Lyon – en stage pour le premier niveau, en autonomie supervisée pour le second – reste une solution « qui dynamise » : elle met en avant l'attractivité du territoire ; elle constitue un appel d'air pour la trentaine de généralistes actuellement maîtres de stage. Souvent isolés, ils peuvent ainsi prendre des vacances ou préparer leur retraite. L'enquête récente effectuée par l'ARS traduit la satisfaction des médecins.

Au-delà de ces actions engagées depuis 2006 par le Conseil départemental, se profilent d'autres expérimentations comme la télémédecine quand elle autorise des diagnostics à distance, les gestes confiés à des infirmières, la constitution d'équipes de soins où se redistribuent les compétences comme au cabinet médical de Norélan, à Bourg. *« Il y a des pratiques où le médecin n'est pas nécessaire et qui l'empêchent d'être sur son métier. »*

L'accès aux soins, c'est désormais une question de pragmatisme.

Jean Deguerry, président du Conseil départemental

L'Ain se soigne

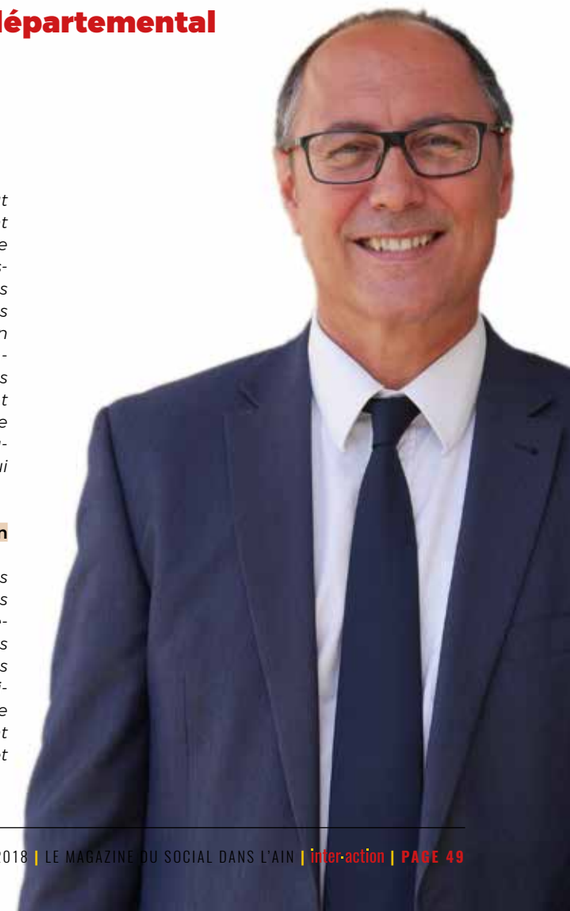
Bilan et perspectives dans un département qui a pris très tôt le pouls de ses médecins.

Une enquête montre que la démographie médicale arrive dans le peloton de tête des préoccupations des élus.
L'accès aux soins est un enjeu majeur d'aménagement du territoire. Nous activons tous les leviers – la faculté, l'ARS, les professionnels – pour y répondre, car c'est l'affaire de tous.

Quel bilan tirer des dix ans d'intervention du Département ?
Plus de 500 étudiants boursiers ; l'Ain premier en nombre de maisons de santé pluridisciplinaires ; une formation maître de stage qui affiche complet : les 30 places réservées aux généralistes sont pourvues ; une attention portée au manque d'orthophonistes… Qui dit mieux ?

Comment recevez-vous le plan Santé présenté par le gouvernement ?
Il prouve que nous avons été des précurseurs. L'Ain reste, malgré tout ce qui a été fait, en déficit flagrant de médecins. Nous allons prendre d'autres mesures incitatives à destination des étudiants, des jeunes diplômés stagiaires, des médecins et des collectivités. Comment ? En augmentant les stages, en maintenant les bourses, en facilitant les installations grâce à un guichet unique. Il faut créer un réseau de coordinateurs de santé ou des solutions mixtes pour les médecins qui souhaitent être salariés.

Comment, au-delà, garantir un accès aux soins ?
En confortant de véritables colonnes vertébrales. Nous nous y employons dans le Haut-Bugey, plus globalement dans l'Ain. Les petites unités de vie, les MARPA, les EHPAD, les résidences pour personnes handicapées âgées, s'intègrent dans le plan santé du Département, garant de la solidarité entre les territoires et leurs habitants.



Festival des solidarités

« Le monde bouge, et nous ? » : le thème du 21e Festival des solidarités invite à l'initiative. Rendez-vous du 16 novembre au 2 décembre, avec entre autres dans l'Ain un apéro-quizz-concert africain, une table ronde sur les communes acteurs de la solidarité internationale, des cinés-rencontres *Exils adolescents* à Bourg, *Latifa* à Ambérieu, une exposition *Parcours de harkis*, une conférence gesticulée *Le textile, ça tombe du ciel ?*...

www.festivaldessolidarites.org

Ambérieu, Banlieue +
Un an de lutte

Houcine Hadj-Mimoune a fondé Banlieue + Ambérieu avec des amis, il y a un peu plus d'un an. L'association a récemment signé deux nouveaux partenariats avec la mairie qui lui apporte 1 200 euros chaque année et la Brigade de prévention de délinquance juvénile.

Banlieue + Ambérieu se veut non politique et laïque. Une vingtaine de bénévoles animent l'association pour 450 enfants âgés de neuf à vingt-six ans. C'est « un vrai combat militant » explique Houcine. « *Je souhaiterais ramener de la citoyenneté dans les quartiers, là où la République a disparu. À Ambérieu, il se passe des choses tristes. C'est la misère sociale, une misère invisible.* »
Tous les week-ends, souvent tard le soir, il se rend auprès de ces jeunes pour les sensibiliser contre les dangers de la drogue et de la délinquance. Il leur enseigne les valeurs de la République. L'objectif est de créer un déclic afin de les responsabiliser.

Houcine Hadj-Mimoune (à droite) et François Brefort, commandant de la BPDJ

Houcine aussi est passé par là. Il a vécu toute sa vie à Ambérieu-en-Bugey. « *J'ai le même vécu. Une seule fois on m'a tendu la main, et je l'ai saisie. Aujourd'hui c'est mon tour.* », confesse-t-il. S'il n'est pas encore capable de fournir de véritables résultats, il note quelques évolutions positives dans le comportement de certains jeunes. Houcine avoue toutefois avoir échoué auprès des pouvoirs publics. Plus que déçu par le Plan Borloo, il attend beaucoup du plan Pauvreté d'Emmanuel Macron et est enthousiasmé à l'idée de prolonger la formation obligatoire jusqu'à dix-huit ans. Selon lui, il est urgent de mettre plus de moyens dans la lutte contre la précarité et le décrochage scolaire. « *L'oisiveté est le pire des vices* », rappelle-t-il. « *Dans la tête de ces enfants, il y a l'école, le béton, l'école, le béton...* »

MARGAUX LEGRAS-MAILLET

La Caf s'engage
pour les réfugiés

La Caf est partenaire du PRIR, programme pour l'accompagnement des parcours d'intégration.

Le 29 mai, la Caf du Puy-de-Dôme accueillait les signataires de la convention de coopération entre l'association Forum Réfugiés-Cosi, la Cnaf et les Caf de l'Ain, de l'Allier et du Puy-de-Dôme, inscrite au PRIR (Programme régional d'intégration des réfugiés), en présence d'une délégation interministérielle et des partenaires locaux.

Dans le cadre du plan européen réfugiés et de la négociation de la nouvelle COG de la Cnaf, la question des flux migratoires constitue un thème prioritaire. Permettant d'accompagner les réfugiés pour l'accès aux droits, à l'emploi, au logement et l'insertion sociale, le PRIR est expérimenté en 2018 avant une éventuelle généralisation nationale.

ALTIA CONSTRUCTIONS

SPECIALISTE DE LA CONSTRUCTION CLE EN MAIN

ALTIA CONSTRUCTIONS, constructeur de bâtiments Industriels, tertiaires et d'habitation, s'engage à vous livrer votre projet clé en main. Un seul interlocuteur pour l'ensemble de l'opération, de la conception à la livraison.
Notre contrat ? Un prix ferme et définitif établi avant la construction.

ELSI Meca - 2 500 m² de surface de plancher
CHAMBERY (73)

Alfa 3 A « Les Riollets » - 1 800 m² de logements
PONT D'AIN (01)

ELLIS Park – 2 000 m² de surface de plancher
BOURG EN BRESSE (01)

EDEN Park – 7 500 m² de surface de plancher
BOURG EN BRESSE (01)

ALTIA CONSTRUCTIONS
131 Avenue de Parme 01000 Bourg en Bresse
Tél. 04 74 55 72 28
contact@groupe-eltia.com www.groupe-eltia.com